

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2019/30529]

4 AVRIL 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 20 ;

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, les articles 6, § 5, remplacé par le décret du 10 mai 2012 et modifié par le décret du 16 février 2017 et 18bis, inséré par le décret du 10 mai 2012 ;

Vu la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers, l'article 11, remplacé par la loi du 6 juin 2010, et modifié par les lois des 11 février 2013 et 15 janvier 2018 ;

Vu la loi du 20 juillet 2001 visant à favoriser le développement de services et d'emplois de proximité, l'article 7/1, inséré par la loi du 28 avril 2016 et modifié par le décret du 28 février 2019 ;

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des missions régionales pour l'emploi, l'article 11, alinéa 2, remplacé par le décret du 28 février 2019 ;

Vu le décret du 27 mai 2004 relatif aux Agences-Conseil en économie sociale, l'article 31, remplacé par le décret du 28 février 2019 ;

Vu le décret du 14 décembre 2006 relatif à l'agrément et au subventionnement des "Initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale", en abrégé: "I.D.E.S.S.", l'article 18, remplacé par le décret du 28 février 2019 ;

Vu le décret du 3 avril 2009 relatif à l'enregistrement ou à l'agrément des agences de placement, l'article 15, remplacé par le décret du 28 février 2019 ;

Vu le décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré, les articles 1^{er}, § 3 et 14, alinéa 2 ;

Vu le décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations, les articles 1^{er}, 2, 6, alinéa 1^{er}, 32, 34, 35, 38, 49, 56, 61, 63 et 88 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2001 portant désignation des inspecteurs sociaux chargés de la surveillance et du contrôle des législations relatives à la politique de l'emploi, à la reconversion et au recyclage professionnels ;

Vu l'arrêté royal du 12 décembre 2001 concernant les titres-services ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2003 portant exécution de l'accord de coopération conclu le 20 décembre 2002 entre la Région flamande, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone relatif à l'agrément d'entreprises autorisées à utiliser les titres-services ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 janvier 2006 portant exécution du décret du 27 mai 2004 relatif aux agences-conseil en économie sociale ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 juin 2007 portant exécution du décret du 14 décembre 2006 relatif à l'agrément et au subventionnement des initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale, en abrégé: "I.D.E.S.S." ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 décembre 2008 portant désignation des inspecteurs sociaux chargés de la surveillance et du contrôle de la législation relative à l'occupation de travailleurs étrangers ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des missions régionales pour l'emploi ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 décembre 2009 portant exécution du décret du 3 avril 2009 relatif à l'enregistrement ou à l'agrément des agences de placement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 mars 2012 portant exécution de l'article 2 du décret du 20 novembre 2008 relatif à l'économie sociale en vue du développement d'entreprises d'économie sociale dans le secteur immobilier ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux associations sans but lucratif et aux sociétés à finalité sociale actives dans le secteur de la réutilisation et de la préparation en vue de la réutilisation ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1^{er}, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2017 portant exécution du décret du 2 février 2017 relatif aux aides à l'emploi à destination des groupes-cibles ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 12 octobre 2018 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 25 octobre 2018 ;

Vu l'avis du Ministre de la Fonction publique, donné le 4 octobre 2018 ;

Vu l'avis A.1395 du Conseil économique et social de Wallonie, donné le 26 novembre 2018 ;

Vu le rapport du 19 octobre 2018 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours adressée au Conseil d'État le 1^{er} mars 2019, en application de l'article 84, § 1, alinéa 1, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu l'avis n° 168/2018 de l'Autorité de protection des données rendu le 19 décembre 2018 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Économie, de l'Emploi, et de la Recherche ;
Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions et généralités

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° le décret du 28 février 2019 : le décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations ;

2° l'Administration : les directions de la Direction générale opérationnelle Économie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie qui gèrent des demandes de subventions, indemnités ou allocations ;

3° le Département de l'Inspection : le Département de l'Inspection de la Direction générale opérationnelle Économie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie ;

4° les inspecteurs : les agents statutaires et les membres du personnel contractuel assermentés du Département de l'Inspection ;

5° l'e-PV : le procès-verbal de constatation d'infractions qui est établi, enregistré et envoyé au moyen de l'application informatique conçue à cette fin conformément au modèle visé à l'article 100/2 du Code pénal social ;

6° la banque de données e-PV : la banque de données visée à l'article 100/6 du Code pénal social et dans laquelle sont intégrées et conservées les données des e-PV qui sont contenues dans le modèle visé à l'article 100/2 du Code pénal social ainsi que les données contenues dans les annexes de ces e-PV ;

7° le Comité de gestion : le Comité de gestion de la banque de données e-PV visé à l'article 100/8 du Code pénal social ;

8° la banque de données Amadeus : la banque de données de la direction de la Coordination et du Support de l'Inspection économique et sociale du Département de l'Inspection, qui contient les données relatives aux missions qui lui sont attribuées.

Art. 2. Les délais fixés dans le cadre du décret du 28 février 2019 et du présent arrêté sont calculés selon les règles suivantes :

1° le jour de l'acte qui est le point de départ du délai est compris dans le calcul du délai ;

2° le jour de l'échéance est compté dans le délai ;

3° lorsque le jour de l'échéance est un samedi, dimanche ou un jour férié légal, celui-ci est reporté au prochain jour ouvrable.

Art. 3. A moins que le décret du 28 février 2019 n'en dispose autrement, toute transmission de documents, d'informations ou de données dans le cadre du décret et du présent arrêté peut se faire soit par voie postale, soit par voie électronique.

Art. 4. En exécution de l'article 49, § 3, du décret du 28 février 2019, l'Administration peut suspendre le traitement des demandes d'obtention de subventions, indemnités ou allocations dans les cas suivants :

1° Lorsque la personne physique ou morale faisant l'objet du contrôle a une dette exigible envers l'Union européenne, l'Etat, la Communauté française, la Région ou l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi ;

2° Lorsque le contrôle révèle l'existence d'infractions susceptibles de faire l'objet d'une amende pénale de 100 à 1.000 euros ou d'une amende administrative de 50 à 500 euros, ou d'une peine plus lourde en ce compris une peine d'emprisonnement ;

3° Lorsque le contrôle révèle l'existence d'irrégularités susceptibles de faire l'objet d'une procédure de retrait d'agrément, de suspension d'agrément, ou de récupération de subvention.

La suspension visée à l'alinéa 1^{er} est limitée à un maximum de douze mois.

Art. 5. Le directeur de la direction concernée du Département de l'Inspection ou les agents statutaires ou les membres du personnel contractuel qu'il désigne à cet effet peuvent, en application de l'article 34 du décret du 28 février 2019, retarder par décision motivée le moment de la communication d'une copie du texte de l'audition de la personne entendue.

CHAPITRE II. — L'e-PV et la banque de données Amadeus

Section 1. — L'échange électronique d'informations et l'e-PV

Art. 6. L'échange électronique d'informations dans le cadre de l'e-PV et de la banque de données Amadeus se fait conformément aux dispositions du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE, de la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel et de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la Sécurité sociale.

Lors du traitement des données à caractère personnel en application du présent chapitre, il est fait usage des numéros d'identification visés à l'article 8, § 1^{er}, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la Sécurité sociale.

Art. 7. En vue de l'échange électronique d'informations visé à l'article 6, les inspecteurs établissent leurs procès-verbaux de constatation d'infractions de manière électronique au moyen de l'application informatique conçue à cette fin conformément au modèle uniforme visé à l'article 100/2 du Code pénal social et qui est déterminé par le Comité de gestion.

Art. 8. § 1^{er}. L'e-PV est signé par son auteur ou ses auteurs de manière électronique au moyen d'une signature électronique qualifiée au sens de l'article 3.12. du règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein dumarché intérieur et abrogeant la directive 1999/93/CE.

§ 2. Pour l'application du chapitre, sans préjudice des articles 1322 et suivants du Code civil, l'e-PV qui a été signé de manière électronique par son auteur ou ses auteurs, conformément au paragraphe 1^{er}, est assimilé à un procès-verbal sur support papier signé au moyen d'une signature manuscrite.

§ 3. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, le Gouvernement peut prévoir que l'e-PV, établi conformément à l'article 6, alinéa 1^{er}, dans les conditions, selon les modalités et, le cas échéant, pour la durée qu'il fixe, est rédigé sur support papier et est signé au moyen d'une signature manuscrite.

Section 2. — La banque de données Amadeus

Art. 9. Les données reprises dans la banque de données Amadeus sont :

- 1° la date de rédaction et le numéro du procès-verbal ;
- 2° l'indication du fait qu'il s'agit d'un procès-verbal établi d'initiative par le verbalisant ou en exécution d'un devoir prescrit par une autorité judiciaire ;
- 3° le service auquel appartient le fonctionnaire verbalisant ;
- 4° le nom du fonctionnaire verbalisant ;
- 5° l'identité, soit le numéro de registre national, soit le numéro d'entreprise ou d'unité d'établissement de la Banque-Carrefour des Entreprises, et l'adresse du domicile ou du siège social de toute personne suspectée d'être (co)auteur d'une infraction ;
- 6° l'identité, soit le numéro de registre national, soit le numéro d'entreprise ou d'unité d'établissement et l'adresse du domicile ou du siège social de toute personne qui est tenue civilement responsable pour une infraction ;
- 7° le cas échéant, l'identité, l'adresse du domicile et le numéro de registre national de tout travailleur ou de toute personne concerné(e) ou considéré(e) comme étant concerné(e) par une infraction ;
- 8° la qualification des infractions constatées, ainsi que l'intitulé des textes légaux ou réglementaires contenant la ou les dispositions violées ainsi que le montant de l'amende encourue ;
- 9° le lieu, la date et l'heure à laquelle l'infraction a été constatée ;
- 10° les coordonnées du parquet concerné ;
- 11° le numéro de dossier et son statut ;
- 12° les décisions relatives aux infractions aux législations et réglementations visées à l'article 3 du décret du 28 février 2019 ;
- 13° les coordonnées des personnes de contact en charge du dossier ;
- 14° le numéro de compte de l'émetteur du paiement de l'amende administrative.

Art. 10. Le gestionnaire de la banque de données Amadeus établit une liste régulièrement mise à jour des personnes autorisées à y accéder.

Art. 11. Les catégories de fonctionnaires ayant accès à Amadeus sont le fonctionnaire sanctionnateur visé à l'article 20, les membres de la direction de la Coordination et du Support de l'Inspection économique et sociale du Département de l'Inspection, ainsi que les inspecteurs du Département de l'Inspection.

Le niveau d'accès des catégories de fonctionnaires visés à l'alinéa 1^{er} aux données pertinentes varie en fonction des missions qu'ils exercent.

CHAPITRE III. — Services d'inspection

Section 1. — Carte de légitimation des inspecteurs

Art. 12. Le directeur général de la Direction générale opérationnelle Économie, Emploi, et Recherche du Service public de Wallonie délivre une carte de légitimation aux inspecteurs.

Art. 13. La carte de légitimation se présente sous la forme d'une carte de forme rectangulaire, au format carte d'identité, soit 86,60 mm X 53,98 mm. Le recto est barré d'une bande horizontale de tirets colorés à un centimètre du bord supérieur. Le verso est barré d'une bande horizontale de tirets colorés au milieu de la carte et comporte l'emblème de la Région wallonne dans le coin inférieur droit.

La carte de légitimation porte les mentions figurant à l'annexe 1.

Art. 14. La carte de légitimation est valable dix ans à dater de son établissement.

Art. 15. Un titre provisoire sur un support papier reprenant au moins toutes les mentions prévues à l'annexe 1, peut être temporairement délivré à l'inspecteur par le directeur général visé à l'article 12 en cas de demande d'une nouvelle carte de légitimation ou de perte de la carte de légitimation et uniquement durant le délai nécessaire à l'obtention de la nouvelle carte.

Art. 16. La carte de légitimation est restituée au Département de l'Inspection lorsque son titulaire n'exerce plus sa fonction ou n'est plus autorisé à l'exercer temporairement ou définitivement.

Section 2. — Règles de déontologie

Art. 17. Les règles de déontologie visées à l'article 32 du décret du 28 février 2019 figurent à l'annexe 2.

Section 3. — Méthodologie particulière de contrôle

Art. 18. § 1^{er}. Le Département de l'Inspection établit ses priorités de contrôle en recourant à des techniques d'analyse statistiques telles que la comparaison des données, l'exploration des données et l'analyse de banques de données internes et externes.

Le Département de l'Inspection se base aussi sur des sources directes et indirectes telles que des plaintes et dénonciations ou les antécédents des employeurs.

§ 2. Le Département de l'Inspection oriente ses contrôles en fonction des données et informations qu'il possède et utilise les techniques visées au paragraphe 1^{er} dans le respect du décret du 28 février 2019.

§ 3. Pour effectuer ses recherches et éventuels constats d'infraction, l'inspecteur peut utiliser toute technique visée au paragraphe 1^{er}.

§ 4. L'inspecteur peut procéder à un contrôle en plusieurs phases en mettant en œuvre la ou les techniques d'analyse qui lui semblent les plus pertinentes lors de chaque étape.

Art. 19. La technique d'échantillonnage telle que visée à l'article 35 du décret du 28 février 2019 est définie par le Département de l'Inspection en fonction des objectifs qu'il poursuit et des enjeux du contrôle. L'inspecteur peut procéder à des contrôles partiels, en recourant à toute technique d'échantillonnage, quelle qu'elle soit. Le cas échéant, l'inspecteur explique le choix et le contenu de la méthode qu'il a utilisée dans son rapport d'inspection.

Avant le contrôle des dossiers individuels, l'inspecteur procède à l'examen de la complétude des bases de données existantes et à la rectification et l'élimination des données établies comme étant erronées et redondantes.

Pour pouvoir extrapoler les résultats obtenus sur un échantillon, l'inspecteur établit un échantillon de manière à ce qu'il réponde à une typologie aléatoire, simple et sans réintroduction au sein d'une population ou d'une strate, afin de constituer un échantillon de référence extrapolable qui permet d'obtenir un intervalle de confiance à nonante-cinq pourcents ou plus autour de la valeur d'échantillonnage.

L'échantillon peut être stratifié ou non, sur base de critères adaptés au dispositif contrôlé ou tout autre indicateur de fraude.

L'inspecteur peut extrapoler le pourcentage d'irrégularités constatées dans l'échantillon de référence extrapolable à la seule population de référence ou strate de référence examinée.

CHAPITRE IV. — Amendes administratives

Art. 20. Le fonctionnaire sanctionnateur est l'inspecteur général du Département de l'Inspection ou tout agent statutaire ou tout membre du personnel contractuel de niveau A qu'il désigne à cet effet.

Art. 21. Les frais de copie visés à l'article 56 du décret du 28 février 2019 sont établis conformément aux articles 2 à 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juillet 2018 fixant les modèles de documents à utiliser et le montant de la rétribution à réclamer en exécution du décret du 30 mars 1995 relatif à la publicité de l'administration.

Les frais de procédure administrative visés aux articles 61 et 63 du décret du 28 février 2019 sont établis conformément aux tarifs postaux en vigueur.

Ces frais ne dépassent pas 1.000 euros.

CHAPITRE V. — Dispositions modificatives

Section 1^{er}. — Dispositions modificatives de l'arrêté royal du 12 décembre 2001 concernant les titres-services

Art. 22. L'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 12 décembre 2001 concernant les titres-services, est complété par les 13° à 23° rédigés comme suit :

« 13° la population initiale : l'ensemble des éléments sur lequel porte le contrôle ;

14° la strate : la partie d'une population initiale déterminée en fonction d'un ou de plusieurs critères ;

15° la population de référence : la partie de la population initiale qui, après élimination et rectification des données redondantes et erronées, constitue les éléments à analyser ;

16° la strate de référence : la partie d'une strate qui, après élimination et rectification des données redondantes et erronées, constitue les éléments à analyser ;

17° l'échantillon : les éléments sélectionnés au sein d'une population ou d'une strate ;

18° l'échantillon de référence : les éléments sélectionnés au sein d'une population de référence ou d'une strate de référence ;

19° l'échantillon de référence extrapolable : l'échantillon de référence constitué de manière aléatoire, simple et sans réintroduction ;

20° l'extrapolation : la généralisation des résultats observés au sein d'un échantillon de référence extrapolable à l'ensemble de la population de référence ou de la strate de référence dont a été extrait l'échantillon ;

21° l'intervalle de confiance : l'ensemble des valeurs comprises entre une borne inférieure et une borne supérieure qui ont été obtenues après examen d'un échantillon. Cet ensemble de valeurs offre nonante-cinq pourcents et plus de probabilité de contenir la valeur exacte du paramètre dans la population ;

22° la taille de l'intervalle de confiance : la différence entre la valeur de la borne supérieure et celle de la borne inférieure de l'intervalle de confiance ;

23° le Département de l'Inspection : le Département de l'Inspection de la Direction générale opérationnelle Économie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie ;

24° les inspecteurs : les agents statutaires et les membres du personnel contractuel assermentés du Département de l'Inspection. ».

Art. 23. Dans l'article 10bis, § 1^{er}, du même arrêté, les alinéas 3 et 4, insérés par l'arrêté royal du 14 décembre 2012 et modifiés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 2016, sont remplacés par ce qui suit :

« Les inspecteurs désignés par le Gouvernement contrôlent l'application de la loi, et de ses arrêtés d'exécution et surveillent le respect de ceux-ci, à l'exception des dispositions visées à la section 2 du Chapitre II de la loi.

Les inspecteurs exercent ce contrôle conformément aux dispositions du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations. ».

Art. 24. Dans le même arrêté, sont insérés les articles 10bis/1 à 10bis/5, rédigés comme suit :

« Art. 10bis/1. En exécution de l'article 7/1 de la loi du 20 juillet 2001 visant à favoriser le développement de services et d'emplois de proximité, les entreprises agréées en titres-services qui font l'objet du contrôle peuvent être sélectionnées selon une méthodologie adaptée à la stratégie de contrôle déterminée par le Département de l'Inspection, notamment sur base d'une analyse de risques.

Le contrôle a notamment pour objet de vérifier le volume de remboursements effectués aux entreprises agréées, la réalité du nombre d'heures de prestations et de titres-services remboursés, et plus généralement le respect des conditions fixées par la législation ainsi que les arrêtés d'agrément.

Art. 10bis/2. L'inspecteur peut procéder à un contrôle en plusieurs phases en mettant en œuvre lors de chaque étape, la ou les techniques d'analyse les plus adaptées au dossier traité. L'inspecteur analyse un ou plusieurs aspects du dispositif, en croisant diverses informations, telles que : les données relatives aux utilisateurs du dispositif, aux travailleurs, aux titres-services enregistrés, aux activités de l'entreprise agréée, les documents et toutes autres informations s'y rapportant.

L'inspecteur analyse les bases de données authentiques ou autres ainsi que les dossiers d'agrément. Il procède à l'examen de la complétude des bases de données existantes et détermine la population de référence.

Avant le contrôle, l'inspecteur peut procéder à l'examen de concordance entre les demandes de remboursement introduites par l'entreprise agréée à la société émettrice et les informations qu'elle a transmises au Forem et à la société émettrice ainsi qu'à la direction fonctionnelle.

L'inspecteur consolide ces éléments et peut également utiliser diverses informations provenant de sources directes et indirectes, telles que: comparaison des données, exploration des données, antécédents de l'employeur, banques de données internes et externes, signalement d'autres administrations, plaintes ou dénonciations.

Art. 10bis/3. Conformément à l'article 35 du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations, l'inspecteur peut procéder à l'examen d'un échantillon de tout ou partie des aspects à contrôler.

Pour ce faire, l'inspecteur peut :

1° utiliser toutes techniques et méthodes d'analyse confondues, afin de constituer une population de référence ou strate de référence à analyser et y détecter les irrégularités au regard du dispositif contrôlé ;

2° et, le cas échéant, effectuer un tirage de type aléatoire, simple et sans réintroduction au sein d'une population de référence ou d'une strate de référence, de manière à constituer un échantillon de référence extrapolable. Dans ce cas, l'inspecteur peut extrapoler le pourcentage d'irrégularités constatées dans l'échantillon à la population de référence ou strate de référence.

Art. 10bis/4. § 1^{er}. En cas de constat d'un pourcentage d'irrégularités dans l'échantillon de référence inférieur à vingt pourcents du nombre d'éléments contrôlés, l'inspecteur peut, soit :

1° proposer la récupération liée aux seules irrégularités constatées et mettre fin au contrôle ;

2° continuer le contrôle en motivant dans son rapport les raisons justifiant cette décision.

§ 2. En cas de constat d'un pourcentage d'irrégularités dans l'échantillon de référence supérieur à vingt pourcents du nombre d'éléments contrôlés, l'inspecteur peut :

1° examiner un second échantillon de référence, stratifié ou non. Dans ce cas, l'inspecteur propose la récupération liée aux seules irrégularités constatées dans les deux échantillons de référence ;

2° au besoin, réorienter ses recherches et sélectionner de nouveaux aspects ou critères à analyser en fonction des critères retenus ;

3° constituer un échantillon de référence extrapolable, stratifié ou non au sein de la population de référence ou de la strate de référence examinée, qui permet d'obtenir un intervalle de confiance à nonante-cinq pourcents ou plus autour de la valeur d'échantillonnage, d'une taille maximale de dix points de pourcentage.

§ 3. Si l'examen du premier échantillon de référence laisse apparaître plus de quatre-vingt pourcents d'irrégularités, l'inspecteur détermine un échantillon extrapolable, et le pourcentage d'irrégularités constatées est extrapolé à l'ensemble de la population de référence ou strate de référence.

§ 4. Sans préjudice des récupérations proposées sur base des constats non extrapolables, en cas de recours à un échantillon extrapolable, l'inspecteur propose la récupération d'un montant de la subvention calculé sur base du pourcentage de la borne inférieure de l'intervalle de confiance, extrapolé à la subvention relative à la population de référence ou la strate de référence examinée.

§ 5. Lorsqu'il recourt à la méthode d'extrapolation, l'inspecteur décrit la méthodologie utilisée dans son rapport et y précise l'intervalle de confiance et la taille de l'intervalle de confiance.

Art. 10bis/5. Conformément à l'article 37 du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations, l'entreprise agréée peut renverser la présomption découlant de l'extrapolation visée aux articles 10bis/3 et 10bis/4 en établissant la validité de tout ou partie du pourcentage de la subvention incriminée. ».

Art. 25. L'article 11bis du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 2016, est abrogé.

Section 2. — Disposition modificative de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 portant exécution de l'accord de coopération conclu le 20 décembre 2002 entre la Région flamande, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone relatif à l'agrément d'entreprises autorisées à utiliser les titres-services

Art. 26. Dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 portant exécution de l'Accord de coopération conclu le 20 décembre 2002 entre la Région flamande, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone relatif à l'agrément d'entreprises autorisées à utiliser les titres-services, l'article 20 est remplacé par ce qui suit :

« Art. 20. Les agents statutaires et les membres du personnel contractuel assermentés du Département de l'Inspection de la Direction générale opérationnelle Économie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie, désignés par le Gouvernement contrôlent l'application de l'accord de coopération et du présent arrêté conformément aux dispositions du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations. ».

Section 3. — Disposition modificative de l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 janvier 2006 portant exécution du décret du 27 mai 2004 relatif aux agences-conseil en économie sociale

Art. 27. Dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 janvier 2006 portant exécution du décret du 27 mai 2004 relatif aux agences-conseil en économie sociale, l'article 17 est remplacé par ce qui suit :

« Art. 17. Les agents statutaires et les membres du personnel contractuel assermentés du Département de l'Inspection de la Direction générale opérationnelle Économie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie désignés par le Gouvernement contrôlent l'application du présent décret et de son arrêté d'exécution et surveillent le respect de ceux-ci.

Ils exercent ce contrôle conformément aux dispositions du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations. ».

Section 4. — Disposition modificative de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 juin 2007 portant exécution du décret du 14 décembre 2006 relatif à l'agrément et au subventionnement des initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale, en abrégé : "I.D.E.S.S."

Art. 28. L'article 15 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 juin 2007 portant exécution du décret du 14 décembre 2006 relatif à l'agrément et au subventionnement des initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale, en abrégé : "I.D.E.S.S.", est remplacé par ce qui suit :

« Art. 15. Les agents statutaires et les membres du personnel contractuel assermentés du Département de l'Inspection de la Direction générale opérationnelle Économie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie désignés par le Gouvernement contrôlent l'application du présent arrêté et surveillent le respect de celui-ci.

Ils exercent ce contrôle conformément aux dispositions du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations. ».

Section 5. — Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des missions régionales pour l'emploi

Art. 29. L'article 1^{er}, alinéa 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des missions régionales pour l'emploi, est complété par les 8° à 18° rédigés comme suit :

« 8° la population initiale : l'ensemble des éléments sur lequel porte le contrôle ;

9° la strate : la partie d'une population initiale déterminée en fonction d'un ou plusieurs critères ;

10° la population de référence : la partie d'une population initiale qui, après élimination et rectification des données redondantes et erronées, constitue les éléments à analyser ;

11° la strate de référence : la partie d'une strate qui, après élimination et rectification des données redondantes et erronées, constitue les éléments à analyser ;

12° l'échantillon : les éléments sélectionnés au sein d'une population ou d'une strate ;

13° l'échantillon de référence : les éléments sélectionnés au sein d'une population de référence ou d'une strate de référence ;

14° l'échantillon de référence extrapolable : l'échantillon de référence qui est constitué de manière aléatoire, simple et sans réintroduction ;

15° l'extrapolation : la généralisation des résultats observés au sein d'un échantillon de référence extrapolable à l'ensemble de la population de référence ou de la strate de référence dont a été extrait l'échantillon ;

16° L'intervalle de confiance : l'ensemble des valeurs comprises entre une borne inférieure et une borne supérieure qui ont été obtenues après examen d'un échantillon. Cet ensemble de valeurs offre nonante-cinq pourcents et plus de probabilité de contenir la valeur exacte du paramètre dans la population ;

17° La taille de l'intervalle de confiance : la différence entre la valeur de la borne supérieure et celle de la borne inférieure de l'intervalle de confiance ;

18° le Département de l'Inspection : le Département de l'Inspection de la Direction générale opérationnelle Économie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie ;

19° les inspecteurs : les agents statutaires et les membres du personnel contractuel assermentés du Département de l'Inspection. ».

Art. 30. Dans le même arrêté, il est inséré un chapitre VI/1, comportant les articles 20/1 à 20/6, rédigé comme suit :

« CHAPITRE VI/1

Art. 20/1. § 1^{er}. En exécution de l'article 11 du décret du 11 mars 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des missions régionales pour l'emploi, les MIREs agréées qui font l'objet du contrôle peuvent être sélectionnées selon une méthodologie adaptée à la stratégie de contrôle déterminée par le Département de l'Inspection, notamment sur base d'une analyse de risques.

§ 2. Le contrôle a notamment pour objet de vérifier l'éligibilité des bénéficiaires accompagnés par la MIRE et la validité des phases de contractualisation, et plus généralement le respect des conditions fixées par la législation ainsi que par l'arrêté d'agrément. Ce contrôle peut s'exercer notamment sur base de l'analyse d'échantillons de référence extrapolables de bénéficiaires, dont les résultats de l'analyse sont extrapolés à l'ensemble de la population de référence ou strate de référence dont émanent ces échantillons.

Art. 20/2. § 1^{er}. Avant le contrôle des dossiers individuels, l'inspecteur procède à l'examen de la liste des bénéficiaires figurant dans le rapport d'activités de l'exercice contrôlé et en décompte ceux disposant d'une dérogation qui viennent en sus du pourcentage autorisé, en commençant par ceux qui sont entrés les derniers au sein de la MIRE. Les bénéficiaires restant à l'issue de ce décompte constituent la population de référence à partir de laquelle sont constitués les strates de population et les échantillons de référence, qui seront analysés sur base de la méthode décrite aux paragraphes 2 et 3.

L'inspecteur peut contrôler un pourcentage de dossiers individuels de bénéficiaires avec un minimum de dossiers à contrôler selon le nombre de bénéficiaires accompagnés par la MIRE.

Les dossiers visés à l'alinéa 2 sont sélectionnés en tenant compte de la proportion de bénéficiaires ayant atteint les différentes phases de contractualisation parmi la population de référence, telle que déterminée à l'alinéa 1^{er}, et constituent les strates de référence.

§ 2. En cas de constat d'un pourcentage d'irrégularités dans l'échantillon de référence inférieur à vingt pourcents du nombre d'éléments contrôlés, l'inspecteur peut :

- 1° proposer la récupération liée aux seules irrégularités constatées et mettre fin au contrôle ;
- 2° continuer le contrôle en motivant dans son rapport les raisons justifiant cette décision.

§ 3. En cas de constat d'un pourcentage d'irrégularités dans l'échantillon de référence supérieur à vingt pourcents du nombre d'éléments contrôlés, l'inspecteur peut :

1° examiner un second échantillon de référence, stratifié ou non. Dans ce cas, l'inspecteur propose une récupération liée aux seules irrégularités constatées dans les deux échantillons de référence ;

2° au besoin, réorienter ses recherches et sélectionner de nouveaux aspects ou critères à analyser en fonction des critères retenus ;

3° constituer un échantillon de référence extrapolable, stratifié ou non au sein de la population de référence ou de la strate de référence examinée, qui permet d'obtenir un intervalle de confiance à nonante-cinq pourcents ou plus autour de la valeur d'échantillonnage, d'une taille maximale de dix points de pourcentage.

§ 4. Si l'examen du premier échantillon de référence laisse apparaître plus de quatre-vingt pourcents d'irrégularités, l'inspecteur détermine un échantillon de référence extrapolable, et le pourcentage d'irrégularités constatées est extrapolé à l'ensemble de la population de référence ou strate de référence.

Art. 20/3. Sans préjudice des récupérations proposées sur base des constats non extrapolables, en cas de recours à un échantillon extrapolable, l'inspecteur propose la récupération d'un montant de la subvention calculé sur base du pourcentage de la borne inférieure de l'intervalle de confiance, extrapolé à la subvention relative à la population de référence ou la strate de référence examinée.

Art. 20/4. Lorsqu'il recourt à une extrapolation, l'inspecteur décrit la méthodologie utilisée dans son rapport et y précise l'intervalle de confiance et la taille de l'intervalle de confiance.

Art. 20/5. Conformément à l'article 37 du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations, la MIRE peut renverser la présomption découlant de l'extrapolation visée aux articles 20/2 et 20/3 en établissant la validité de tout ou partie du pourcentage de la subvention incriminée. ».

Section 6. — Disposition modificative de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 décembre 2009 portant exécution du décret du 3 avril 2009 relatif à l'enregistrement ou à l'agrément des agences de placement

Art. 31. Dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 décembre 2009 portant exécution du décret du 3 avril 2009 relatif à l'enregistrement ou à l'agrément des agences de placement, l'article 14 est abrogé.

Section 7. — Disposition modificative de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 mars 2012 portant exécution de l'article 2 du décret du 20 novembre 2008 relatif à l'économie sociale en vue du développement d'entreprises d'économie sociale dans le secteur immobilier

Art. 32. L'article 8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 mars 2012 portant exécution de l'article 2 du décret du 20 novembre 2008 relatif à l'économie sociale en vue du développement d'entreprises d'économie sociale dans le secteur immobilier est remplacé par ce qui suit :

« Art. 8. Les agents statutaires et les membres du personnel contractuel assermentés du Département de l'Inspection de la Direction générale opérationnelle Économie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie désignés par le Gouvernement contrôlent l'application du présent arrêté et surveillent le respect de celui-ci.

Ils exercent ce contrôle conformément aux dispositions du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations. ».

Section 8. — Disposition modificative de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux associations sans but lucratif et aux sociétés à finalité sociale actives dans le secteur de la réutilisation et de la préparation en vue de la réutilisation

Art. 33. Dans l'article 11, alinéa 5, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux associations sans but lucratif et aux sociétés à finalité sociale actives dans le secteur de la réutilisation et de la préparation en vue de la réutilisation, les mots « selon les modalités prévues par le décret du 5 février 1998 relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la politique de l'emploi » sont remplacés par les mots : « conformément aux dispositions du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations ».

Section 9. — Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1er, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré

Art. 34. L'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1^{er}, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré, est complété par le 8^o rédigé comme suit :

« 8^o les agents désignés par le Gouvernement : les agents statutaires et les membres du personnel contractuel assermentés du Département de l'Inspection de la Direction générale opérationnelle Économie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie. ».

Art. 35. Dans le même arrêté, il est inséré un article 23/1 rédigé comme suit :

« Art 23/1. Les agents désignés par le Gouvernement contrôlent l'application du présent arrêté et surveillent le respect de celui-ci.

Ils exercent ce contrôle conformément aux dispositions du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations. ».

Art. 36. Dans l'article 23 du même arrêté, l'alinéa 1^{er} est complété par les mots :

« conformément au décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations ».

Section 10. — Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2017 portant exécution du décret du 2 février 2017 relatif aux aides à l'emploi à destination des groupes-cibles

Art. 37. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2017 portant exécution du décret du 2 février 2017 relatif aux aides à l'emploi à destination des groupes-cibles, il est inséré un 3^o rédigé comme suit :

« 3^o le Département de l'Inspection : le Département de l'Inspection de la Direction générale opérationnelle Économie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie. ».

Art. 38. A l'article 14 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « l'Inspection sociale du Département de l'Inspection de la Direction générale opérationnelle Économie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie » sont remplacés par les mots « le Département de l'Inspection » et le mot « elle » par « il » ;

2^o dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les mots « l'Inspection sociale » sont remplacés par les mots « l'Inspection » ;

3^o dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 4, les mots « l'Inspection sociale » sont remplacés par les mots « l'Inspection » ;

4^o dans le paragraphe 2, les mots « l'Inspection sociale » sont remplacés par les mots « l'Inspection » et le mot « elle » par « il ».

CHAPITRE VI. — *Dispositions abrogatoires*

Art. 39. Sont abrogés :

1^o l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2001 portant désignation des inspecteurs sociaux chargés de la surveillance et du contrôle des législations relatives à la politique de l'emploi, à la reconversion et au recyclage professionnels ;

2^o l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 décembre 2008 portant désignation des inspecteurs sociaux chargés de la surveillance et du contrôle de la législation relative à l'occupation de travailleurs étrangers, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 novembre 2011.

CHAPITRE VII. — *Dispositions finales*

Art. 40. Le décret du 28 février 2019 et le présent arrêté entrent en vigueur le dixième jour qui suit le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 41. Le Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation, du Numérique, de l'Emploi et de la Formation est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 4 avril 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de la Recherche,
de l'Innovation, du Numérique, de l'Emploi et de la Formation,
P.-Y. JEHOLET

Annexe 1. Modèle de carte de légitimation

1. Recto



2. Verso



Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 portant exécution du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations et modifiant diverses dispositions en la matière.

Namur, le 4 avril 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de la Recherche,
de l'Innovation, du Numérique, de l'Emploi et de la Formation,
P.-Y. JEHOLET

Annexe 2. — Règles de déontologie des inspecteurs dans l'exercice de leur mission de contrôle

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Outre le cadre de déontologie des agents de la fonction publique administrative régionale, les présentes règles complémentaires de déontologie visent spécifiquement les agents statutaires et les membres du personnel contractuel assermentés, dénommés ci-après « les inspecteurs », du Département de l'Inspection de la Direction générale opérationnelle Économie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie :

- 1° qui relèvent de l'autorité des ministres ayant dans leurs attributions l'économie, l'emploi et la formation professionnelle ainsi que l'économie sociale,
- 2° qui sont chargés de surveiller le respect des législations et réglementations les désignant pour exercer le contrôle.

CHAPITRE II. — Fonctionnement des Inspections

Section 1. — Principes et lignes de force

Dans l'exercice de leurs missions administratives et judiciaires, les inspecteurs sont à la fois :

- 1° des fonctionnaires assermentés chargés de tâches administratives afférentes au contrôle des législations et réglementations qui les désignent à cet effet ;

2° des inspecteurs qui se voient conférés par la législation des compétences particulières pour la recherche des infractions pénalement sanctionnées, dont les autorités judiciaires leur confient régulièrement la mission.

Dans le cadre de leurs fonctions, les inspecteurs ont le droit de donner des avertissements, de fixer au contrevenant un délai pour se mettre en ordre ou de dresser des procès-verbaux, en fonction des circonstances, de la gravité de l'infraction, de l'intention frauduleuse, des intérêts des travailleurs et des possibilités de régularisation de l'infraction.

Ce pouvoir d'appréciation ne s'exerce pas de manière arbitraire. L'inspecteur motive sa décision, et son pouvoir d'appréciation peut être tempéré par les instructions internes du Département de l'Inspection afin de garantir une certaine uniformité dans l'application de la législation pour tous les justiciables.

Ce pouvoir d'appréciation sur la portée des infractions est une dérogation à l'article 29 du Code d'instruction criminelle qui impose à tout fonctionnaire, qui dans l'exercice de ses fonctions prend connaissance d'un crime ou délit, de le communiquer sur-le-champ au procureur du Roi.

Lorsque les inspecteurs interviennent à la demande du ministère public, ils peuvent agir uniquement conformément aux instructions reçues, le ministère public dirigeant l'information judiciaire et décidant de la suite à y réserver. Le pouvoir d'appréciation s'exerce sans préjudice du droit de réquisition du ministère public ou du juge d'instruction contenu aux articles 28ter, § 3, et 56, § 2, du Code d'instruction criminelle.

Les inspecteurs fournissent des informations et des conseils techniques aux usagers, aux employeurs, aux travailleurs, et à toute autre personne ou administration publique, concernant l'application des législations précitées.

Section 2. — Valeurs fondamentales

Sous-section 1^{er}. — Loyauté et respect de la hiérarchie

Les inspecteurs respectent les institutions démocratiques nationales et internationales ainsi que leurs symboles, les autres pouvoirs constitués et les institutions publiques.

Ils ne dénigrent pas les législations et réglementations dont ils sont chargés du contrôle devant des usagers, des employeurs, des travailleurs et des tierces personnes présentes durant le contrôle.

Dans l'exercice de leur fonction, ils agissent conformément aux dispositions décrétales, légales et réglementaires, à la stratégie, aux plans d'action et aux directives de leur hiérarchie. Ils agissent avec diligence, conscience professionnelle et loyauté vis-à-vis de leur hiérarchie.

Ils ne dénigrent pas le travail de collègues de leur service et des autres services.

Sous-section 2. — Probité, intégrité, dignité de la fonction et impartialité

Les inspecteurs font bon usage des moyens et des facilités mis à leur disposition. Ils ne se procurent pas, pour eux-mêmes ou pour une tierce personne, des avantages qui ne leur reviennent normalement pas. Ils sont incorruptibles.

Dans les enquêtes, les inspecteurs font preuve d'objectivité. Ils proscrirent tout arbitraire dans leurs interventions en évitant, notamment, de porter atteinte, dans leur manière d'intervenir ou en raison de l'objet de leur intervention, à l'impartialité que les citoyens sont en droit d'attendre d'eux. Ils évitent donc tout acte ou attitude de nature à ébranler cette impartialité.

Dans l'exercice de leurs fonctions, les inspecteurs ne portent aucun signe ostentatoire d'appartenance politique, religieuse ou philosophique de nature à mettre en doute cette impartialité.

Sous-section 3. — Interdiction de discrimination

Dans l'exercice de leur fonction, les inspecteurs s'interdisent toute forme de discrimination et de partialité, basées notamment sur la race, l'ascendance, l'origine sociale, la nationalité, le sexe, l'orientation sexuelle, l'état civil, la naissance, la langue, le patrimoine, l'âge, les convictions politiques, philosophiques, syndicales ou religieuses, l'état de santé, le handicap ou les caractéristiques physiques ou génétiques.

Sous-section 4. — Disponibilité et efficacité

Dans l'exercice de leur compétence, les inspecteurs mettent tout en œuvre pour répondre aux demandes des plaignants, des autres inspections fédérales ou régionales et des autres instances ou autorités avec lesquelles ils sont amenés à collaborer.

La disponibilité des inspecteurs se caractérise entre autres par leur accessibilité et leur disposition à l'écoute, par leur compréhension et leur prise en compte des préoccupations de ceux qui font appel à eux et par leurs initiatives appropriées, que ce soit en intervenant directement ou en renvoyant les intéressés vers les personnes ou les services compétents ou spécialisés.

Dans le cadre de leur mission, ils respectent la charte de bonne conduite administrative adoptée par le Service public de Wallonie et font preuve d'un professionnalisme qui se traduit par :

- 1° la qualité du travail fourni ;
- 2° le traitement rapide des missions d'enquête en respectant les prescriptions légales ;
- 3° la rédaction de rapports et la formulation de propositions de décisions avec rigueur, exactitude et impartialité ;
- 4° la recherche de solutions adaptées dans le cadre de leurs compétences ;
- 5° le souci de collaborer efficacement avec les autres inspections belges et étrangères, les autorités judiciaires, le SIRS, les cellules d'arrondissement et les autres institutions publiques belges et étrangères.

Sous-section 5. — Devoir de discrétion et de confidentialité

Dans l'utilisation de leur droit d'expression à l'égard des faits dont ils ont connaissance dans l'exercice de leurs fonctions, les inspecteurs respectent notamment les dispositions légales et réglementaires relatives au secret professionnel, au secret médical, au secret de l'enquête, au devoir de discrétion et à la confidentialité des données sociales à caractère personnel. Ces obligations subsistent même après la cessation de l'exercice de leur emploi.

Sous-section 6. — Contacts avec la presse et les médias

Sans préjudice de la liberté d'expression, les inspecteurs sollicités par la presse ou les médias pour accorder une interview ou un communiqué de presse les renvoient à l'attaché de presse du Service public de Wallonie.

Sous-section 7. — Attitude et comportement

Les inspecteurs font preuve de retenue dans leurs actes et leurs propos. Ils traitent chaque personne avec politesse, tact et courtoisie. Ils veillent à conserver le contrôle d'eux-mêmes et prohibent tout comportement hostile ou méprisant.

Les inspecteurs se comportent de manière exemplaire, spécialement en observant eux-mêmes les lois et règlements dont ils assurent le contrôle.

Ils prennent soin, en bon père de famille, du matériel, des pièces d'équipement, des locaux et des supports d'information qui sont mis à leur disposition.

CHAPITRE III. — *Exercice de la mission de contrôle des inspecteurs*

Section 1. — Respect et protection des libertés et droits garantis par des normes supérieures internationales et nationales, applicables à tout citoyen

En tout temps et en toute circonstance, les inspecteurs respectent et protègent la dignité humaine, les libertés et les droits garantis par des normes supérieures et par la Constitution belge.

Ils s'assurent au préalable que les actes posés sont bien fondés sur une base légale ou réglementaire.

Ils respectent les grands principes constitutionnels tel que l'égalité entre citoyen, l'interdiction de discrimination, la protection du domicile, le secret postal, le respect de la vie privée et familiale, le respect de la publicité des actes administratifs et l'emploi des langues.

Section 2. — Principe de finalité et de proportionnalité

Les inspecteurs exercent leurs pouvoirs uniquement en vue du contrôle des décrets, lois et autres règlements qui les désignent à cet effet.

Lors de l'exécution de leurs pouvoirs, les inspecteurs utilisent des moyens appropriés et nécessaires pour la surveillance des législations dont ils exercent la compétence.

Section 3. — Respect des règles de procédure

Les inspecteurs respectent les règles de procédure contenues dans les décrets régissant leurs droits et devoirs, le Code pénal social, les autres prescrits légaux et réglementaires et dans les directives du Département de l'Inspection.

Par le respect des règles de procédure, les inspecteurs garantissent à la fois les droits et devoirs des usagers, des employeurs et travailleurs.

Enfin, ce respect assure aussi un meilleur suivi des constats des contrôles effectués : régularisations, poursuites pénales, amendes administratives.

Section 4. — Respect des règles de production, de communication des données et d'utilisation des renseignements obtenus

Les inspecteurs respectent les règles de production, d'échanges de données et d'informations et d'utilisation de renseignements obtenus prévues par les décrets régissant leurs droits et devoirs.

Les inspecteurs communiquent les renseignements recueillis dans le cadre de procédures judiciaires, tant à l'information qu'à l'instruction, uniquement avec l'autorisation expresse de l'autorité judiciaire. Toute information transite par l'autorité judiciaire concernée, afin de respecter le secret des informations et instructions judiciaires.

Enfin, les renseignements concernant des données médicales à caractère personnel sont communiqués ou utilisés uniquement dans le respect du secret médical.

Section 5. — Confidentialité des données sociales à caractère personnel

Les inspecteurs garantissent le caractère confidentiel des données à caractère personnel dont ils ont obtenu connaissance dans l'exercice de leur mission afin de protéger la sphère de la vie privée de toute personne identifiée ou identifiable.

Ils n'utilisent ces données à caractère personnel que pour l'exercice de leur mission.

Section 6. — Devoir de discrétion, obligation d'intégrité des inspecteurs et confidentialité des contrôles

De manière générale, les inspecteurs sont tenus au respect du secret professionnel.

Sauf autorisation expresse de l'auteur d'une plainte ou d'une dénonciation relative à une infraction aux dispositions des législations et réglementations dont ils exercent le contrôle, les inspecteurs ne peuvent révéler en aucun cas, même devant les tribunaux, le nom de l'auteur de cette plainte ou de cette dénonciation. Ils respectent aussi cette interdiction quand un travailleur, sauf s'il est aussi le plaignant, ou leur avocat, désire consulter son dossier personnel. Il leur est de même interdit de révéler à l'employeur ou à son représentant qu'il a été procédé à une enquête à la suite d'une plainte ou d'une dénonciation.

Ils ne divulguent en aucun cas l'identité des employeurs et des travailleurs, le contenu des auditions et les constats relevés.

Les inspecteurs garantissent la confidentialité concernant les opérations planifiées de contrôles afin d'éviter tout risque de fuite pouvant rendre inopérant les contrôles à mener par son service ou par des services tiers.

Section 7. — Collaboration avec les autres services partenaires

Les inspecteurs, dans le cadre des contrôles multidisciplinaires menés en commun, veillent à collaborer pleinement avec les autres services partenaires dans la poursuite d'un intérêt commun.

Section 8. — Conflit d'intérêts et cumul des inspecteurs avec leurs missions de contrôle

Conformément aux règles du Code de la Fonction publique wallonne, une attention particulière s'impose aux inspecteurs en matière de conflit d'intérêts et d'autorisation de cumul.

Les inspecteurs ne peuvent pas avoir d'intérêt quelconque, direct ou indirect, dans les entreprises ou institutions qu'ils sont chargés de contrôler. Ils s'abstiennent de s'engager personnellement dans le traitement d'enquêtes dans lesquelles ils pourraient avoir un intérêt. Dans ce cas, ils font appel à d'autres collègues, via leur hiérarchie, afin que soient accomplis ou poursuivis les devoirs professionnels.

Les inspecteurs ne peuvent pas exercer, même occasionnellement, aucune activité rétribuée ou non qui serait de nature à générer des conflits d'intérêts réels, potentiels ou apparents ou une confusion avec leurs fonctions et missions de contrôle.

Les inspecteurs peuvent exercer des activités rémunérées de quelque façon que ce soit en sus de leurs fonctions mais uniquement après avoir obtenu une autorisation de cumul d'activités professionnelles en dehors des heures de service qui sont compatibles avec leur qualité d'inspecteur et qui peuvent être exercées sans inconvénient pour le service ou pour le public.

L'exercice de certains mandats politique, d'activités rémunérées inhérentes à la fonction ou d'une activité qui résulte d'une désignation par l'autorité compétente n'est pas visé par l'autorisation de cumul précité, mais nécessite cependant une demande spécifique ou une information de la hiérarchie conformément aux règles du Code de la Fonction publique wallonne.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 portant exécution du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations et modifiant diverses dispositions en la matière.

Namur, le 4 avril 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de la Recherche,
de l'Innovation, du Numérique, de l'Emploi et de la Formation,
P.-Y. JEHOLET

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2019/30529]

4. APRIL 2019 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Ausführung des Dekrets vom 28. Februar 2019 über die Kontrolle der Gesetzes- und Verordnungsvorschriften in Bezug auf die Wirtschafts- und Beschäftigungspolitik und die wissenschaftliche Forschung sowie über die Einführung von administrativen Geldbußen bei Verstößen gegen diese Gesetzes- und Verordnungsvorschriften

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 20;

Aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, Artikel 6 § 5, ersetzt durch das Dekret vom 10. Mai 2012 und abgeändert durch das Dekret vom 16. Februar 2017 und *18bis*, eingefügt durch das Dekret vom 10. Mai 2012;

Aufgrund des Gesetzes vom 30. April 1999 über die Beschäftigung ausländischer Arbeitnehmer, Artikel 11, ersetzt durch das Gesetz vom 6. Juni 2010 und abgeändert durch die Gesetze vom 11. Februar 2013 und vom 15. Januar 2018;

Aufgrund des Gesetzes vom 20. Juli 2001 zur Förderung der Entwicklung von Dienstleistungen und Arbeitsstellen im Nahbereich, Artikel 7/1, eingefügt durch das Gesetz vom 28. April 2016 und abgeändert durch das Dekret vom 28. Februar 2019;

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die Zulassung und Bezuschussung der regionalen Beschäftigungsdienste, Artikel 11 Absatz 2, ersetzt durch das Dekret vom 28. Februar 2019;

Aufgrund des Dekrets vom 27. Mai 2004 über die Beratungsagenturen in Sachen Sozialwirtschaft, Artikel 31, ersetzt durch das Dekret vom 28. Februar 2019;

Aufgrund des Dekrets vom 14. Dezember 2006 über die Zulassung und die Bezuschussung der Initiativen zur Förderung der Beschäftigung im Sektor der Nachbarschaftsdienste mit sozialem Zweck, in der Kurzform "I.D.E.S.S.", Artikel 18, ersetzt durch das Dekret vom 28. Februar 2019;

Aufgrund des Dekrets vom 3. April 2009 über die Registrierung oder Zulassung der Arbeitsvermittlungsagenturen, Artikel 15, ersetzt durch das Dekret vom 28. Februar 2019;

Aufgrund des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio, Artikel 1 § 3 und 14, Absatz 2;

Aufgrund des Dekrets vom 28. Februar 2019 über die Kontrolle der Gesetzes- und Verordnungsvorschriften in Bezug auf die Wirtschafts- und Beschäftigungspolitik und die wissenschaftliche Forschung sowie über die Einführung von administrativen Geldbußen bei Verstößen gegen diese Gesetzes- und Verordnungsvorschriften, Artikel 1, 6, 6 Absatz 1, 32, 34, 35, 38, 49, 56, 61, 63 und 88;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2001 zur Bezeichnung der Sozialinspektoren, die mit der Überwachung und Kontrolle bezüglich der Beachtung der Gesetzgebungen im Bereich der beruflichen Umschulung oder Nachschulung beauftragt sind;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 12. Dezember 2001 über die Dienstleistungsschecks;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2003 zur Ausführung des am 20. Dezember 2002 zwischen der Flämischen Region, der Wallonischen Region, der Region Brüssel-Hauptstadt und der Deutschsprachigen Gemeinschaft abgeschlossenen Zusammenarbeitsabkommens über die Zulassung von Unternehmen, die berechtigt sind, Dienstleistungsschecks zu verwenden;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. Januar 2006 zur Ausführung des Dekrets vom 27. Mai 2004 über die Beratungsagenturen in Sachen Sozialwirtschaft;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Juni 2007 zur Ausführung des Dekrets vom 14. Dezember 2006 über die Zulassung und die Bezuschussung der Initiativen zur Förderung der Beschäftigung im Sektor der Nachbarschaftsdienste mit sozialem Zweck, in der Kurzform "I.D.E.S.S. ";

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Dezember 2008 zur Bezeichnung der Sozialinspektoren, die mit der Überwachung und Kontrolle bezüglich der Beachtung der Gesetzgebung im Bereich der Beschäftigung ausländischer Arbeitnehmer beauftragt sind;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2009 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die Zulassung und Bezuschussung der regionalen Beschäftigungsdienste;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Dezember 2009 zur Ausführung des Dekrets vom 3. April 2009 über die Registrierung oder Zulassung der Arbeitsvermittlungsagenturen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. März 2012 zur Ausführung von Artikel 2 des Dekrets vom 20. November 2008 über die Sozialwirtschaft im Hinblick auf die Entwicklung von Sozialwirtschaftsunternehmen des Immobiliensektors;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. April 2014 über die Zulassung und die Gewährung von Zuschüssen an Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und Unternehmen mit sozialer Zielsetzung, die im Bereich der Wiederverwendung und der Vorbereitung zur Wiederverwendung tätig sind;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2017 zur Ausführung des Dekrets vom 2. Februar 2017 über Beschäftigungsbeihilfen für Zielgruppen;

Aufgrund der am 12. Oktober 2018 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 25. Oktober 2018 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 4. Oktober 2018 gegebenen Einverständnisses des Ministers des öffentlichen Dienstes;

In Erwägung des am 26. November 2018 abgegebenen Gutachtens A.1395 des Wirtschafts- und Sozialrates der Wallonie;

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 11995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinigten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 9. Oktober 2018;

Aufgrund des am 1. März 2019 beim Staatsrat in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat eingereichten Antrags auf Begutachtung innerhalb einer Frist von dreißig Tagen;

In der Erwägung, dass binnen dieser Frist kein Gutachten abgegeben wurde;

Aufgrund von Artikel 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Aufgrund der am 19. Dezember 2018 abgegebenen Stellungnahme Nr. 168/2018 der Datenschutzbehörde;

Auf Vorschlag des Ministers für Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Definitionen und allgemeine Bestimmungen*

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Dekret vom 28. Februar 2019: das Dekret vom 28. Februar 2019 über die Kontrolle der Gesetzes- und Verordnungsvorschriften in Bezug auf die Wirtschafts- und Beschäftigungspolitik und die wissenschaftliche Forschung sowie über die Einführung von administrativen Geldbußen bei Verstößen gegen diese Gesetzes- und Verordnungsvorschriften;

2° Verwaltung: die Direktionen der operativen Generaldirektion Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung des öffentlichen Dienstes der Wallonie, die die Anträge auf Zuschüsse, Entschädigungen oder Zulagen verwalten;

3° Abteilung Inspektion: die Abteilung Inspektion der operativen Generaldirektion Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung des öffentlichen Dienstes der Wallonie;

4° Inspektoren: die statutarischen Bediensteten und die Mitglieder des Vertragspersonals der Abteilung Inspektion;

5° E-Pr.: das Protokoll zur Feststellung von Verstößen, das mittels der zu diesem Zweck entwickelten EDV-Anwendung gemäß dem in Artikel 100/2 des Sozialgesetzbuches erwähnten Muster erstellt, gespeichert und verschickt wird;

6° E-Pr.-Datenbank: die Datenbank, die in Artikel 100/6 des Sozialgesetzbuches erwähnt ist und in der die Daten der E-Pr., die in dem in Artikel 100/2 des Sozialgesetzbuches erwähnten Muster enthalten sind, sowie die in den Anlagen dieser E-Pr. enthaltenen Daten aufgenommen und aufbewahrt werden,

7° Geschäftsführender Ausschuss: der Geschäftsführende Ausschuss der in Artikel 100/8 des Sozialgesetzbuches erwähnten E-Pr.-Datenbank;

8° Amadeus-Datenbank: die Datenbank der Direktion der Koordination und der Unterstützung der Wirtschafts- und Sozialinspektion der Abteilung Inspektion, die die Daten in Bezug auf die Aufträge, die ihr erteilt werden, enthält.

Art. 2 - Die im Rahmen des Dekrets vom 28. Februar 2019 und des vorliegenden Erlasses festgelegten Fristen werden nach den folgenden Regeln berechnet:

1° Der Tag des Aktes, der den Ausgangspunkt für die Frist bildet, ist in dieser Frist mit einbegriffen;

2° Der Tag, an dem die Frist abläuft, wird in der Frist mit eingerechnet;

3° Wenn der Tag, an dem die Frist abläuft, ein Samstag, ein Sonntag oder ein gesetzlicher Feiertag ist, wird er auf den nächsten Werktag verlegt.

Art. 3 - Sofern in dem Dekret vom 28. Februar 2019 nichts anderes bestimmt ist, kann jede Übermittlung von Dokumenten, Informationen oder Daten im Rahmen des Dekrets und des vorliegenden Erlasses entweder per Post oder auf elektronischem Wege erfolgen.

Art. 4 - In Ausführung von Artikel 49 § 3 des Dekrets vom 28. Februar 2019 kann die Verwaltung die Bearbeitung der Anträge auf Zuschüsse, Entschädigungen oder Zulagen in folgenden Fällen aussetzen:

1° falls die kontrollierte natürliche oder juristische Person eine fällige Schuld gegenüber der Europäischen Union, dem Staat, der Französischen Gemeinschaft, der Region oder dem Wallonischen Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung hat;

2° falls bei der Kontrolle festgestellt wird, dass Verstöße vorliegen, die mit einer strafrechtlichen Geldbuße von 100 bis 1000 Euro oder einer administrativen Geldbuße von 50 bis 500 Euro oder einer schwereren Strafe einschließlich einer Gefängnisstrafe belegt werden können;

3° falls bei der Kontrolle festgestellt wird, dass Unregelmäßigkeiten vorliegen, die Gegenstand eines Verfahrens zum Entzug der Zulassung, zur Aussetzung der Zulassung oder zur Rückforderung von Zuschüssen sein können.

Die in Absatz 1 genannte Aussetzung ist auf höchstens zwölf Monate begrenzt.

Art. 5 - Der Direktor der betroffenen Direktion der Abteilung Inspektion oder die statutarischen Bediensteten oder die Mitglieder des Vertragspersonals, die er zu diesem Zweck bezeichnet, können in Anwendung von Artikel 34 des Dekrets vom 28. Februar 2019 durch eine mit Gründen versehene Entscheidung den Zeitpunkt der Mitteilung einer Abschrift des Textes der Vernehmung der angehörten Person aufschieben.

KAPITEL II — Das E-Pr. Und die Amadeus-Datenbank

Abschnitt 1 — Der elektronische Informationsaustausch und das E-Pr.

Art. 6 - Der elektronische Informationsaustausch im Rahmen des E-Pr. und der Amadeus-Datenbank erfolgt gemäß den Bestimmungen der Verordnung 2016/679 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten und zum freien Datenverkehr, und zur Aufhebung der Richtlinie 95/46/EG, des Gesetzes vom 8. Dezember 1992 über den Schutz des Privatlebens hinsichtlich der Verarbeitung personenbezogener Daten und des Gesetzes vom 15. Januar 1990 über die Errichtung und Organisation einer Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit.

Bei der Verarbeitung personenbezogener Daten in Anwendung des vorliegenden Kapitels werden die in Artikel 8 § 1 des Gesetzes vom 15. Januar 1990 über die Errichtung und Organisation einer Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit erwähnten Erkennungsnummern benutzt.

Art. 7 - Im Hinblick auf den in Artikel 6 erwähnten elektronischen Informationsaustausch erstellen die Inspektoren ihre Protokolle zur Feststellung von Verstößen elektronisch mittels der zu diesem Zweck entwickelten EDV-Anwendung gemäß dem in Artikel 100/2 des Sozialgesetzbuches erwähnten und vom Geschäftsführenden Ausschuss festgelegten einheitlichen Muster.

Art. 8 - § 1. Das E-Pr. wird von seinem Ersteller oder seinen Erstellern mit Hilfe einer qualifizierten elektronischen Signatur im Sinne von Artikel 3.12 der Verordnung (EU) Nr. 910/2014 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Juli 2014 über elektronische Identifizierung und Vertrauensdienste für elektronische Transaktionen im Binnenmarkt und zur Aufhebung der Richtlinie 1999/93/EG elektronisch unterzeichnet.

§ 2. Für die Anwendung des vorliegenden Kapitels wird, unbeschadet der Artikel 1322 und folgende des Zivilgesetzbuches, das E-Pr., das von seinem Ersteller oder seinen Erstellern gemäß Paragraph 1 elektronisch unterzeichnet worden ist, einem mit Hilfe einer handschriftlichen Unterschrift unterzeichneten Protokoll auf Papier gleichgesetzt.

§ 3 - In Abweichung von Paragraph 1 kann die Regierung bestimmen, dass das E-Pr., das gemäß Artikel 6 Absatz 1 unter den Bedingungen, gemäß den Modalitäten und gegebenenfalls für die Dauer, die sie festlegt, erstellt wird, auf Papier erstellt und mit Hilfe einer handschriftlichen Unterschrift unterzeichnet wird.

Abschnitt 2 — Die Amadeus-Datenbank

Art. 9 - Die in der Amadeus-Datenbank enthaltenen Daten sind folgende:

- 1° das Datum der Erstellung und die Nummer des Protokolls;
- 2° die Angabe, ob es sich um ein Protokoll handelt, das auf Initiative des Protokollanten oder in Ausübung einer Pflicht, die von einer Gerichtsbehörde vorgeschrieben wurde, erstellt worden ist;
- 3° der Dienst, dem der protokollierende Beamte angehört;
- 4° der Name des protokollierenden Beamten;
- 5° die Identität, entweder die Nationalregisternummer oder die Unternehmensnummer oder die Nummer der Niederlassungseinheit in der Zentralen Datenbank der Unternehmen und die Adresse des Wohnsitzes oder des Gesellschaftssitzes jeder Person, die verdächtigt wird, (Mit)urheber eines Verstoßes zu sein;
- 6° die Identität, entweder es die Nationalregisternummer oder die Unternehmensnummer oder die Nummer der Niederlassungseinheit und die Adresse des Wohnsitzes oder des Gesellschaftssitzes jeder Person, die für einen Verstoß als zivilrechtlich haftbar erachtet wird;
- 7° gegebenenfalls die Identität, die Adresse des Wohnsitzes und die Nationalregisternummer jedes Arbeitnehmers oder jeder Person, der beziehungsweise die von einem Verstoß betroffen ist oder als von ihm betroffen gilt;
- 8° die Qualifizierung der festgestellten Verstöße sowie die Überschrift der Gesetzes- und Verordnungstexte, die die verletzte(n) Bestimmung(en) enthalten, sowie der Betrag der verwirkten Geldstrafe;
- 9° der Ort, das Datum und die Uhrzeit des festgestellten Verstoßes;
- 10° die Kontaktdaten der betreffenden Staatsanwaltschaft;
- 11° die Nummer und der Stand der Akte;
- 12° die Entscheidungen bezüglich der Verstöße gegen die in Artikel 3 des Dekrets vom 28. Februar 2019 genannten Gesetzes- und Verordnungsvorschriften;
- 13° die Namen und Adressen der für die Akte zuständigen Kontaktpersonen;
- 14° die Kontonummer des Auftragsgebers der Zahlung der administrativen Geldbuße.

Art. 10 - Der Verwalter der Amadeus-Datenbank erstellt eine regelmäßig aktualisierte Liste der Zugriffsberechtigten.

Art. 11 - Die Kategorien von Beamten, die Zugriff auf die Amadeus-Datenbank haben, sind der sanktionierende Beamte nach Artikel 20, die Personalmitglieder der Direktion der Koordination und der Unterstützung der Wirtschafts- und Sozialinspektion der Abteilung Inspektion sowie die Inspektoren der Abteilung Inspektion.

Die Zugriffsstufe der in Absatz 1 angeführten Kategorien von Beamten zu den sachdienlichen Daten hängt von den Aufgaben ab, die sie wahrnehmen.

KAPITEL III — *Inspektionsdienststellen**Abschnitt 1 — Legitimationskarte der Inspektoren*

Art. 12 - Der Generaldirektor der operativen Generaldirektion Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie stellt den Inspektoren eine Legitimationskarte aus.

Art. 13 - Die Legitimationskarte hat die Form einer rechteckigen Karte im Format eines Personalausweises, d.h. 86,60 mm x 53,98 mm. Die Vorderseite ist von einem horizontalen Streifen mit farbigen Bindestrichen in einem Abstand von einem Zentimeter von der Oberkante durchgestrichen. Die Rückseite ist von einem horizontalen Streifen mit farbigen Bindestrichen in der Mitte der Karte durchgestrichen und trägt das Emblem der Wallonischen Region in der rechten unteren Ecke.

Die Legitimationskarte enthält die in Anhang 1 aufgeführten Angaben.

Art. 14 - Die Legitimationskarte hat eine Gültigkeit von zehn Jahren ab dem Ausstellungsdatum.

Art. 15 - Eine vorläufige Legitimationsbescheinigung in Papierform, die mindestens alle in Anhang 1 vorgesehenen Angaben enthält, kann dem Inspektor von dem in Artikel 12 genannten Generaldirektor vorübergehend ausgestellt werden, wenn ein Antrag auf eine neue Legitimationskarte gestellt wurde oder die Legitimationskarte verloren wurde und zwar nur während der für die Beschaffung der neuen Karte erforderlichen Zeit.

Art. 16 - Die Legitimationskarte ist bei der Abteilung Inspektion abzugeben, wenn ihr Inhaber seine Funktion nicht mehr ausübt oder vorübergehend oder endgültig nicht mehr berechtigt ist, sie auszuüben.

Abschnitt 2 — Regeln im Bereich der Berufspflichten

Art. 17 - Die in Artikel 32 des Dekrets vom 28. Februar 2019 erwähnten Regeln im Bereich der Berufspflichten werden in Anhang 2 angeführt.

Abschnitt 3 — Spezifische Kontrollmethoden

Art. 18 - § 1. Die Abteilung Inspektion definiert ihre Kontrollprioritäten durch den Einsatz statistischer Analysetechniken wie Datenabgleich, Datenauswertung und Analyse von internen und externen Datenbanken.

Die Abteilung Inspektion stützt sich auch auf direkte und indirekte Quellen wie Beschwerden und Anzeigen oder die Vorgeschichte der Arbeitgeber.

§ 2. Die Abteilung Inspektion leitet ihre Kontrollen nach den ihr vorliegenden Daten und Informationen und wendet die in Paragraph 1 genannten Techniken gemäß dem Dekret vom 28. Februar 2019 an.

§ 3. Zur Durchführung seiner Ermittlungen und zur Feststellung von Verstößen kann der Inspektor jede in Paragraph 1 genannte Technik anwenden.

§ 4. Der Inspektor kann eine Kontrolle in mehreren Phasen durchführen, indem er die Analysentechnik(n) anwendet, die er in jeder Phase für am geeignetsten hält.

Art. 19 - Die Stichprobentechnik gemäß Artikel 35 des Dekrets vom 28. Februar 2019 wird von der Abteilung Inspektion entsprechend den von ihr verfolgten Zielen und Herausforderungen der Kontrolle definiert. Der Inspektor kann Teilkontrollen unter Anwendung jeglicher Stichprobenverfahren durchführen. Gegebenenfalls erläutert der Inspektor die Wahl und den Inhalt der angewandten Methode in seinem Inspektionsbericht.

Vor der Kontrolle einzelner Akten prüft der Inspektor die Vollständigkeit bestehender Datenbanken und korrigiert und löscht Daten, die als fehlerhaft und redundant eingestuft wurden.

Um die aus einer Stichprobe erzielten Ergebnisse extrapolieren zu können, stellt der Inspektor eine Stichprobe so zusammen, dass sie auf eine zufällige, einfache Typologie reagiert, ohne sie innerhalb einer Population oder Schicht wieder einzuführen, um eine extrapolierbare Referenzstichprobe zu bilden, die es ermöglicht, einen Vertrauensbereich von 95 Prozent oder mehr um den Stichprobenwert zu erhalten.

Die Stichprobe kann geschichtet sein oder auch nicht, basierend auf Kriterien, die an das kontrollierte System angepasst sind, oder einem anderen Indikator für Betrug.

Der Inspektor kann den Prozentsatz der Unregelmäßigkeiten, die in der extrapolierbaren Referenzstichprobe festgestellt wurden, nur auf die untersuchte Referenzpopulation oder Referenzschicht hochrechnen.

KAPITEL IV — *Administrative Geldbußen*

Art. 20 - Der sanktionierende Beamte ist der Generalinspektor der Abteilung Inspektion oder ein statutarischer Bediensteter oder ein Vertragsbediensteter der Stufe A, der von ihm zu diesem Zweck bezeichnet wird.

Art. 21 - Die in Artikel 56 des Dekrets vom 28. Februar 2019 erwähnten Kosten der Abschriften werden gemäß den Artikeln 2 bis 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. Juli 2018 zur Festlegung der zu benutzenden Vordrucke und des Betrags der einzufordernden Unkostenbeteiligung in Ausführung des Dekrets vom 30. März 1995 über die Öffentlichkeit der Verwaltung festgelegt.

Die in den Artikeln 61 und 63 des Dekrets vom 28. Februar 2019 erwähnten Verfahrenskosten werden in Übereinstimmung mit den geltenden Posttarifen festgelegt.

Diese Kosten dürfen 1.000 Euro nicht überschreiten.

KAPITEL V — *Abändernde Bestimmungen**Abschnitt 1 — Bestimmungen zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 12. Dezember 2001 über die Dienstleistungsschecks*

Art. 22 - Artikel 1 Absatz 1 des Königlichen Erlasses vom 12. Dezember 2001 über die Dienstleistungsschecks wird durch die Ziffern 13 bis 23 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

13° Ausgangspopulation: alle Elemente, die von der Kontrolle erfasst werden;

14° Schicht: der nach einem oder mehreren Kriterien bestimmte Teil einer Ausgangspopulation;

15° Referenzpopulation: der Teil der Ausgangspopulation, der nach Löschung und Korrektur redundanter und fehlerhafter Daten die zu analysierenden Elemente darstellt;

16° Referenzschicht: der Teil einer Schicht, der nach Löschung und Korrektur redundanter und fehlerhafter Daten die zu analysierenden Elemente darstellt;

17° Stichprobe: die aus einer Population oder Schicht ausgewählten Elemente;

18° Referenzstichprobe: die aus einer Referenzpopulation oder einer Referenzschicht ausgewählten Elemente;

19° Extrapolierbare Referenzstichprobe: die nach dem Zufallsprinzip, einfach und ohne Wiedereinführung ausgewählte Referenzstichprobe;

20° Extrapolieren: die Verallgemeinerung der in einer extrapolierbaren Referenzstichprobe beobachteten Ergebnisse, die auf die gesamte Referenzpopulation oder Referenzschicht, aus der die Stichprobe gezogen wurde, extrapoliert werden können;

21° Vertrauensbereich: der Wertebereich zwischen einer unteren und einer oberen Grenze, der nach der Untersuchung einer Stichprobe ermittelt wurde. Dieser Wertebereich bietet fünfundneunzig Prozent und mehr Wahrscheinlichkeit, den genauen Wert des Parameters in der Population zu enthalten;

22° Größe des Vertrauensintervalls: die Differenz zwischen dem Wert der oberen und unteren Grenze des Vertrauensintervalls;

23° Abteilung Inspektion: die Abteilung Inspektion der operativen Generaldirektion Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;

24° Inspektoren: die vereidigten statutarischen Bediensteten und Vertragspersonalmitglieder der Abteilung Inspektion.

Art. 23 - In Artikel 10bis § 1 desselben Erlasses werden die Absätze 3 und 4, eingefügt durch den Königlichen Erlass und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 2016, durch folgenden Wortlaut ersetzt:

„Die von der Regierung benannten Inspektoren überwachen die Anwendung des Gesetzes und seiner Durchführungserlasse und überwachen deren Einhaltung, mit Ausnahme der in Kapitel II Abschnitt 2 des Gesetzes genannten Bestimmungen.

Die Inspektoren führen diese Kontrolle gemäß den Bestimmungen des Dekrets vom 28. Februar 2019 über die Kontrolle der Gesetzes- und Verordnungsvorschriften in Bezug auf die Wirtschafts- und Beschäftigungspolitik und die wissenschaftliche Forschung sowie über die Einführung von administrativen Geldbußen bei Verstößen gegen diese Gesetzes- und Verordnungsvorschriften durch.“

Art. 24 - In denselben Erlass werden die Artikel 10bis/1 bis 10bis/5 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Art. 10bis/1 - In Ausführung von Artikel 7/1 des Gesetzes vom 20. Juli 2001 zur Förderung der Entwicklung von Dienstleistungen und Arbeitsstellen im Nahbereich, können für Dienstleistungsschecks zugelassene Unternehmen, die Gegenstand der Kontrolle sind, nach einer an die von der Abteilung Inspektion festgelegte Kontrollstrategie angepassten Methodik, insbesondere auf der Grundlage einer Risikoanalyse, ausgewählt werden.

Ziel der Kontrolle ist es insbesondere, das Volumen der an die zugelassenen Unternehmen gezahlten Erstattungen, die Realität der Anzahl der erstatteten Stunden von Dienstleistungen und Dienstleistungsschecks sowie allgemein die Einhaltung der durch die Gesetzgebung und die Zulassungserlasse festgelegten Bedingungen zu überprüfen.

Art. 10bis/2 - Der Inspektor kann eine Kontrolle in mehreren Phasen durchführen, indem er in jeder Phase die für den jeweiligen Fall am besten geeignete(n) Analysetechnik(en) anwendet. Der Inspektor analysiert einen oder mehrere Aspekte des Systems und kreuzt dabei verschiedene Informationen, wie z.B. Daten über die Nutzer des Systems, Arbeitnehmer, registrierte Dienstleistungsschecks, die Tätigkeiten des zugelassenen Unternehmens, Dokumente und alle anderen damit zusammenhängenden Informationen.

Der Inspektor analysiert authentische oder andere Datenbanken und Zulassungsakten. Es untersucht die Vollständigkeit bestehender Datenbanken und ermittelt die Referenzpopulation.

Vor der Inspektion kann der Inspektor prüfen, ob die vom zugelassenen Unternehmen an das ausstellende Unternehmen gerichteten Erstattungsanträge den Informationen entsprechen, die es an das Forem und das ausstellende Unternehmen sowie an die funktionelle Direktion übermittelt hat.

Der Inspektor konsolidiert diese Elemente und kann auch verschiedene Informationen aus direkten und indirekten Quellen verwenden, wie z.B.: Datenabgleich, Datenauswertung, Vorgeschichte des Arbeitgebers, interne und externe Datenbanken, Meldungen anderer Verwaltungen, Beschwerden oder Anzeigen.

Art. 10bis/3 - Gemäß Artikel 35 des Dekrets vom 28. Februar 2019 über die Kontrolle der Gesetzes- und Verordnungsvorschriften in Bezug auf die Wirtschafts- und Beschäftigungspolitik und die wissenschaftliche Forschung sowie über die Einführung von administrativen Geldbußen bei Verstößen gegen diese Gesetzes- und Verordnungsvorschriften kann der Inspektor eine Stichprobe der gesamten zu prüfenden Aspekte oder eines Teils dieser Aspekte untersuchen.

Dazu kann der Inspektor:

1° sämtliche Analysetechniken und -methoden anwenden um eine zu analysierende Referenzpopulation oder Referenzschicht zu bilden und Unregelmäßigkeiten in Bezug auf die kontrollierte Vorrichtung zu ermitteln;

2° und, falls erforderlich, eine Auswahl nach dem Zufallsprinzip, einfach und ohne Wiedereinführung innerhalb einer Referenzpopulation oder Referenzschicht durchführen, um eine extrapolierbare Referenzstichprobe zu bilden. In diesem Fall kann der Inspektor den Prozentsatz der in der Stichprobe festgestellten Unregelmäßigkeiten auf die Referenzpopulation oder -schicht hochrechnen.

Art. 10bis/4 - § 1. Wird ein Prozentsatz von Unregelmäßigkeiten in der Referenzstichprobe von weniger als zwanzig Prozent der Anzahl der geprüften Elemente festgestellt, kann der Inspektor entweder

1° die Rückforderung der Beträge ausschließlich in Bezug auf die festgestellten Unregelmäßigkeiten vorschlagen und die Kontrolle beenden;

2° die Kontrolle fortzusetzen, indem er in seinem Bericht die Gründe für diese Entscheidung angibt.

§ 2. Wird ein Prozentsatz von Unregelmäßigkeiten in der Referenzstichprobe von mehr als zwanzig Prozent der Anzahl der geprüften Elemente festgestellt, kann der Inspektor entweder

1° eine zweite Referenzstichprobe, geschichtet oder nicht, untersuchen. In diesem Fall schlägt der Inspektor die Rückforderung ausschließlich in Bezug auf die Unregelmäßigkeiten vor, die bei den beiden Referenzstichproben festgestellt wurden;

2° falls erforderlich, seine Recherchen neu ausrichten und neue Aspekte oder Kriterien auswählen, die nach den gewählten Kriterien zu analysieren sind;

3° eine extrapolierbare Referenzstichprobe, geschichtet oder nicht innerhalb der untersuchten Referenzpopulation oder Referenzschicht bilden, die es ermöglicht, einen Vertrauensbereich von 95 Prozent oder mehr um den Stichprobenwert zu erhalten, mit einer maximalen Größe von zehn Prozentpunkten.

§ 3. Ergibt die Untersuchung der ersten Referenzstichprobe mehr als achtzig Prozent Unregelmäßigkeiten, so bestimmt der Inspektor eine extrapolierbare Stichprobe, und der Prozentsatz der festgestellten Unregelmäßigkeiten wird auf die gesamte Referenzpopulation oder Referenzschicht hochgerechnet.

§ 4. Unbeschadet der auf der Grundlage der nicht extrapolierbaren Feststellungen vorgeschlagenen Rückforderungen schlägt der Inspektor im Falle der Inanspruchnahme einer extrapolierbaren Stichprobe die Rückforderung eines Betrags der Subvention vor, der auf der Grundlage des Prozentsatzes der unteren Grenze des Vertrauensintervalls berechnet wird, der auf die Subvention für die untersuchte Referenzpopulation oder Referenzschicht hochgerechnet wird. <0}

§ 5. Bei der Anwendung der Extrapolationsmethode beschreibt der Inspektor die in seinem Bericht verwendete Methodik und gibt das Vertrauensintervall und die Größe des Vertrauensintervalls an.

Art. 10bis/5 - Gemäß Artikel 37 des Dekrets vom 28. Februar 2019 über die Kontrolle der Gesetzes- und Verordnungsvorschriften in Bezug auf die Wirtschafts- und Beschäftigungspolitik und die wissenschaftliche Forschung sowie über die Einführung von administrativen Geldbußen bei Verstößen gegen diese Gesetzes- und Verordnungsvorschriften kann das zugelassene Unternehmen die Vermutung, die sich aus der Extrapolation gemäß den Artikeln 10bis/3 und 10bis/4 ergibt, widerlegen, indem es die Gültigkeit des gesamten oder eines Teils des Prozentsatzes der betreffenden Subvention feststellt.“.

Art. 25 - Artikel 11bis desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 2016, wird aufgehoben.

Abschnitt 2 — Bestimmung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2003 zur Ausführung des am 20. Dezember 2002 zwischen der Flämischen Region, der Wallonischen Region, der Region Brüssel-Hauptstadt und der Deutschsprachigen Gemeinschaft abgeschlossenen Zusammenarbeitsabkommens über die Zulassung von Unternehmen, die berechtigt sind, Dienstleistungsschecks zu verwenden

Art. 26 - In dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2003 zur Ausführung des am 20. Dezember 2002 zwischen der Flämischen Region, der Wallonischen Region, der Region Brüssel-Hauptstadt und der Deutschsprachigen Gemeinschaft abgeschlossenen Zusammenarbeitsabkommens über die Zulassung von Unternehmen, die berechtigt sind, Dienstleistungsschecks zu verwenden, wird Artikel 20 durch folgendes ersetzt:

“Art. 20 - Die statutarischen Bediensteten und die Mitglieder des Vertragspersonals der Abteilung Inspektion der operativen Generaldirektion Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, die von der Regierung benannt wurden, kontrollieren die Anwendung des Zusammenarbeitsabkommens und des vorliegenden Erlasses gemäß den Bestimmungen des Dekrets vom 28. Februar 2019 über die Kontrolle der Gesetzes- und Verordnungsvorschriften in Bezug auf die Wirtschafts- und Beschäftigungspolitik und die wissenschaftliche Forschung sowie über die Einführung von administrativen Geldbußen bei Verstößen gegen diese Gesetzes- und Verordnungsvorschriften.“.

Abschnitt 3 — Bestimmung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. Januar 2006 zur Ausführung des Dekrets vom 27. Mai 2004 über die Beratungsagenturen in Sachen Sozialwirtschaft

Art. 27 - In dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 26. Januar 2006 zur Ausführung des Dekrets vom 27. Mai 2004 über die Beratungsagenturen in Sachen Sozialwirtschaft wird Artikel 17 durch folgendes ersetzt:

“Art. 17 - Die vereidigten statutarischen Bediensteten und Mitglieder des Vertragspersonals der Abteilung Inspektion der operativen Generaldirektion Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, die von der Regierung benannt wurden, kontrollieren die Anwendung des vorliegenden Dekrets und dessen Durchführungserlasses und überwachen deren Einhaltung.

Sie führen diese Kontrolle gemäß den Bestimmungen des Dekrets vom 28. Februar 2019 über die Kontrolle der Gesetzes- und Verordnungsvorschriften in Bezug auf die Wirtschafts- und Beschäftigungspolitik und die wissenschaftliche Forschung sowie über die Einführung von administrativen Geldbußen bei Verstößen gegen diese Gesetzes- und Verordnungsvorschriften durch.“.

Abschnitt 4 — Bestimmung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Juni 2007 zur Ausführung des Dekrets vom 14. Dezember 2006 über die Zulassung und die Bezuschussung der Initiativen zur Förderung der Beschäftigung im Sektor der Nachbarschaftsdienste mit sozialem Zweck, in der Kurzform “I.D.E.S.S.”

Art. 28 - Artikel 15 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Juni 2007 zur Ausführung des Dekrets vom 14. Dezember 2006 über die Zulassung und die Bezuschussung der Initiativen zur Förderung der Beschäftigung im Sektor der Nachbarschaftsdienste mit sozialem Zweck, in der Kurzform “I.D.E.S.S.”, wird durch folgendes ersetzt:

“Art. 15 - Die vereidigten statutarischen Bediensteten und Mitglieder des Vertragspersonals der Abteilung Inspektion der operativen Generaldirektion Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, die von der Regierung benannt wurden, kontrollieren die Anwendung des vorliegenden Erlasses und überwachen dessen Einhaltung.

Sie führen diese Kontrolle gemäß den Bestimmungen des Dekrets vom 28. Februar 2019 über die Kontrolle der Gesetzes- und Verordnungsvorschriften in Bezug auf die Wirtschafts- und Beschäftigungspolitik und die wissenschaftliche Forschung sowie über die Einführung von administrativen Geldbußen bei Verstößen gegen diese Gesetzes- und Verordnungsvorschriften durch.“.

Abschnitt 5 — Bestimmungen zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2009 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die Zulassung und Bezuschussung der regionalen Beschäftigungsdienste

Art. 29 - Artikel 1 Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2009 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die Zulassung und Bezuschussung der regionalen Beschäftigungsdienste wird durch die Ziffern 8 bis 18 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

8° Ausgangspopulation: alle Elemente, die von der Kontrolle erfasst werden;

9° Schicht: der nach einem oder mehreren Kriterien bestimmte Teil einer Ausgangspopulation;

10° Referenzpopulation: der Teil der Ausgangspopulation, der nach Löschung und Korrektur redundanter und fehlerhafter Daten die zu analysierenden Elemente darstellt;

11° Referenzschicht: der Teil einer Schicht, der nach Löschung und Korrektur redundanter und fehlerhafter Daten die zu analysierenden Elemente darstellt;

12° Stichprobe: die aus einer Population oder Schicht ausgewählten Elemente;

13° Referenzstichprobe: die aus einer Referenzpopulation oder einer Referenzschicht ausgewählten Elemente;

14° Extrapolierbare Referenzstichprobe: die nach dem Zufallsprinzip, einfach und ohne Wiedereinführung ausgewählte Referenzstichprobe;

15° Extrapolieren: die Verallgemeinerung der in einer extrapolierbaren Referenzstichprobe beobachteten Ergebnisse, die auf die gesamte Referenzpopulation oder Referenzschicht, aus der die Stichprobe gezogen wurde, extrapoliert werden können;

16° Vertrauensbereich: der Wertebereich zwischen einer unteren und einer oberen Grenze, der nach der Untersuchung einer Stichprobe ermittelt wurde. Dieser Wertebereich bietet fünfundneunzig Prozent und mehr Wahrscheinlichkeit, den genauen Wert des Parameters in der Population zu enthalten; Dieser Wertebereich bietet fünfundneunzig Prozent und mehr Wahrscheinlichkeit, den genauen Wert des Parameters in der Population zu enthalten;

17° Größe des Vertrauensintervalls: die Differenz zwischen dem Wert der oberen und unteren Grenze des Vertrauensintervalls;

18° Abteilung Inspektion: die Abteilung Inspektion der operativen Generaldirektion Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;

19° Inspektoren: die vereidigten statutarischen Bediensteten und Vertragspersonalmitglieder der Abteilung Inspektion.“

Art. 30 - In denselben Erlass wird ein die Artikel 20/1 bis 20/6 umfassendes Kapitel VI/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“KAPITEL VI/1

Art. 20/1 - § 1. In Ausführung von Artikel 11 des Dekrets vom 11. März 2004 über die Zulassung und Bezuschussung der regionalen Beschäftigungsdienste, können die zugelassenen regionalen Beschäftigungsdienste, die Gegenstand der Kontrolle sind, nach einer an die von der Abteilung Inspektion festgelegte Kontrollstrategie angepassten Methodik, insbesondere auf der Grundlage einer Risikoanalyse, ausgewählt werden.

§ 2. Ziel der Kontrolle ist es insbesondere, die Förderfähigkeit der von den regionalen Beschäftigungsdiensten begleiteten Begünstigten und die Gültigkeit der Vertragsphasen zu überprüfen, sowie allgemein die Einhaltung der durch die Gesetzgebung und den Zulassungserlass festgelegten Bedingungen. Diese Kontrolle kann insbesondere auf der Grundlage der Analyse von extrapolierbaren Referenzstichproben der Begünstigten durchgeführt werden, deren Ergebnisse auf die gesamte Referenzpopulation oder Referenzschicht, aus der die Proben stammen, hochgerechnet werden.

Art. 20/2 - § 1. Vor der Kontrolle einzelner Akten prüft der Inspektor die im Tätigkeitsbericht für das kontrollierte Haushaltsjahr enthaltene Liste der Begünstigten und zählt die Begünstigten, für die eine Ausnahmeregelung gilt, die über den genehmigten Prozentsatz hinausgeht, beginnend mit denen, die zuletzt in den regionalen Beschäftigungsdienst aufgenommen wurden. Die nach diesem Zählvorgang verbleibenden Begünstigten bilden die Referenzpopulation, aus der die Bevölkerungsschichten und Referenzstichproben entnommen werden, die nach der in den Paragraphen 2 und 3 beschriebenen Methode analysiert werden.

Der Inspektor kann einen Prozentsatz der einzelnen Akten der Begünstigten kontrollieren bei einer Mindestanzahl von zu kontrollierenden Akten, die von der Anzahl der Begünstigten, die vom regionalen Beschäftigungsdienst begleitet werden, abhängt.

Die in Absatz 2 genannten Akten werden unter Berücksichtigung des Anteils der Begünstigten, die die verschiedenen Vertragsphasen innerhalb der Referenzpopulation gemäß Absatz 1 erreicht haben, ausgewählt und bilden die Referenzschichten.

§ 2. Wird ein Prozentsatz von Unregelmäßigkeiten in der Referenzstichprobe von weniger als zwanzig Prozent der Anzahl der geprüften Elemente festgestellt, kann der Inspektor entweder

1° die Rückforderung der Beträge ausschließlich für die festgestellten Unregelmäßigkeiten vorschlagen und die Kontrolle beenden;

2° die Kontrolle fortzusetzen, indem er in seinem Bericht die Gründe für diese Entscheidung angibt.

§ 3. Wird ein Prozentsatz von Unregelmäßigkeiten in der Referenzstichprobe von mehr als zwanzig Prozent der Anzahl der geprüften Elemente festgestellt, kann der Inspektor entweder

1° eine zweite Referenzprobe, geschichtet oder nicht, untersuchen. In diesem Fall schlägt der Inspektor die Rückforderung ausschließlich in Bezug auf die Unregelmäßigkeiten vor, die bei den beiden Referenzproben festgestellt wurden;

2° falls erforderlich, seine Recherchen neu ausrichten und neue Aspekte oder Kriterien auswählen, die nach den gewählten Kriterien zu analysieren sind;

3° eine extrapolierbare Referenzstichprobe, geschichtet oder nicht innerhalb der untersuchten Referenzpopulation oder Referenzschicht bilden, die es ermöglicht, einen Vertrauensbereich von 95 Prozent oder mehr um den Stichprobenwert zu erhalten, mit einer maximalen Größe von zehn Prozentpunkten.

§ 4. Ergibt die Untersuchung der ersten Referenzstichprobe mehr als achtzig Prozent Unregelmäßigkeiten, so bestimmt der Inspektor eine extrapolierbare Stichprobe, und der Prozentsatz der festgestellten Unregelmäßigkeiten wird auf die gesamte Referenzpopulation oder Referenzschicht hochgerechnet.

Art. 20/3 - Unbeschadet der auf der Grundlage der nicht extrapolierbaren Feststellungen vorgeschlagenen Rückforderungen schlägt der Inspektor im Falle der Anwendung einer extrapolierbaren Stichprobe die Rückforderung eines Betrags der Subvention vor, der auf der Grundlage des Prozentsatzes der unteren Grenze des Vertrauensintervalls berechnet wird, der auf die Subvention für die untersuchte Referenzpopulation oder Referenzschicht hochgerechnet wird.

Art. 20/4 - Bei der Anwendung einer Extrapolation beschreibt der Inspektor die in seinem Bericht verwendete Methodik und gibt das Vertrauensintervall und die Größe des Vertrauensintervalls an.

Art. 20/5 - Gemäß Artikel 37 des Dekrets vom 28. Februar 2019 über die Kontrolle der Gesetzes- und Verordnungsvorschriften in Bezug auf die Wirtschafts- und Beschäftigungspolitik und die wissenschaftliche Forschung sowie über die Einführung von administrativen Geldbußen bei Verstößen gegen diese Gesetzes- und Verordnungsvorschriften kann der regionale Beschäftigungsdienst die Vermutung, die sich aus der Extrapolation gemäß den Artikeln 20/2 und 20/3 ergibt, widerlegen, indem er die Gültigkeit des gesamten oder eines Teils des Prozentsatzes der betreffenden Subvention feststellt."

Abschnitt 6 — Bestimmung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Dezember 2009 zur Ausführung des Dekrets vom 3. April 2009 über die Registrierung oder Zulassung der Arbeitsvermittlungsagenturen

Art. 31 - In dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Dezember 2009 zur Ausführung des Dekrets vom 3. April 2009 über die Registrierung oder Zulassung der Arbeitsvermittlungsagenturen wird Artikel 14 aufgehoben.

Abschnitt 7 — Bestimmung zur Abänderung des Erlasses 8. März 2012 zur Ausführung von Artikel 2 des Dekrets vom 20. November 2008 über die Sozialwirtschaft im Hinblick auf die Entwicklung von Sozialwirtschaftsunternehmen des Immobiliensektors

Art. 32 - Artikel 8 des Erlasses 8. März 2012 zur Ausführung von Artikel 2 des Dekrets vom 20. November 2008 über die Sozialwirtschaft im Hinblick auf die Entwicklung von Sozialwirtschaftsunternehmen des Immobiliensektors wird durch folgendes ersetzt:

"Art. 8 - Die vereidigten statutarischen Bediensteten und Mitglieder des Vertragspersonals der Abteilung Inspektion der operativen Generaldirektion Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, die von der Regierung benannt wurden, kontrollieren die Anwendung des vorliegenden Erlasses und überwachen dessen Einhaltung.

Sie üben diese Kontrolle in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Dekrets vom 28. Februar 2019 über die Kontrolle der Gesetzes- und Verordnungsvorschriften in Bezug auf die Wirtschafts- und Beschäftigungspolitik und die wissenschaftliche Forschung sowie über die Einführung von administrativen Geldbußen bei Verstößen gegen diese Gesetzes- und Verordnungsvorschriften aus."

Abschnitt 8 — Bestimmung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. April 2014 über die Zulassung und die Gewährung von Zuschüssen an Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und Unternehmen mit sozialer Zielsetzung, die im Bereich der Wiederverwendung tätig sind

Art. 33 - In Artikel 11 Absatz 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. April 2014 über die Zulassung und die Gewährung von Zuschüssen an Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und Unternehmen mit sozialer Zielsetzung, die im Bereich der Wiederverwendung tätig sind, wird die Wortfolge ", nach den Modalitäten, die im Dekret vom 5. Februar 1998 über die Überwachung und Kontrolle bezüglich der Beachtung der Gesetzgebungen im Bereich der Beschäftigungspolitik vorgesehen sind," durch die Wortfolge "gemäß dem Dekret vom 28. Februar 2019 über die Kontrolle der Gesetzes- und Verordnungsvorschriften in Bezug auf die Wirtschafts- und Beschäftigungspolitik und die wissenschaftliche Forschung sowie über die Einführung von administrativen Geldbußen bei Verstößen gegen diese Gesetzes- und Verordnungsvorschriften." ersetzt.

Abschnitt 9 — Bestimmungen zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio

Art. 34 - Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio wird durch eine Ziffer 8 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“8° Von der Regierung benannte Bedienstete: die vereidigten statutarischen Bediensteten und Mitglieder des Vertragspersonals der Abteilung Inspektion der operativen Generaldirektion Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie.”.

Art. 35 - In denselben Erlass wird ein Artikel 23/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 23/1 - Die von der Regierung benannten Bediensteten kontrollieren die Anwendung des vorliegenden Erlasses und überwachen dessen Einhaltung.

Sie üben diese Kontrolle in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Dekrets vom 28. Februar 2019 über die Kontrolle der Gesetzes- und Verordnungsvorschriften in Bezug auf die Wirtschafts- und Beschäftigungspolitik und die wissenschaftliche Forschung sowie über die Einführung von administrativen Geldbußen bei Verstößen gegen diese Gesetzes- und Verordnungsvorschriften aus.”.

Art. 36 - Artikel 23 Absatz 1 desselben Erlasses wird durch folgende Wortfolge ergänzt:

“gemäß dem Dekret vom 28. Februar 2019 über die Kontrolle der Gesetzes- und Verordnungsvorschriften in Bezug auf die Wirtschafts- und Beschäftigungspolitik und die wissenschaftliche Forschung sowie über die Einführung von administrativen Geldbußen bei Verstößen gegen diese Gesetzes- und Verordnungsvorschriften.”.

Abschnitt 10 — Bestimmungen zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2017 zur Ausführung des Dekrets vom 2. Februar 2017 über Beschäftigungsbeihilfen für Zielgruppen

Art. 37 - In der französischen Fassung von Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2017 zur Ausführung des Dekrets vom 2. Februar 2017 über Beschäftigungsbeihilfen für Zielgruppen wird eine Ziffer 3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“3° le Département de l'Inspection : le Département de l'Inspection de la Direction générale opérationnelle Économie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie.”.

Art. 38 - In der französischen Fassung von Artikel 14 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 Absatz 1 wird die Wortfolge “l'Inspection sociale du Département de l'Inspection de la Direction générale opérationnelle Économie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie” durch die Wortfolge “le Département de l'Inspection” und das Wort “elle” durch das Wort “il” ersetzt;

2° in Paragraph 1 Absatz 2 wird die Wortfolge “l'Inspection sociale” durch die Wortfolge “l'Inspection” ersetzt;

3° in Paragraph 1 Absatz 4 wird die Wortfolge “l'Inspection sociale” durch die Wortfolge “l'Inspection” ersetzt;

4° in Paragraph 2 wird die Wortfolge “l'Inspection sociale” durch die Wortfolge “l'Inspection” und das Wort “elle” durch das Wort “il” ersetzt.

KAPITEL VI — *Aufhebungsbestimmungen*

Art. 39 - Werden aufgehoben:

1° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2001 zur Bezeichnung der Sozialinspektoren, die mit der Überwachung und Kontrolle bezüglich der Beachtung der Gesetzgebungen im Bereich der beruflichen Umschulung oder Nachschulung beauftragt sind;

2° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Dezember 2008 zur Bezeichnung der Sozialinspektoren, die mit der Überwachung und Kontrolle bezüglich der Beachtung der Gesetzgebung im Bereich der Beschäftigung ausländischer Arbeitnehmer beauftragt sind, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. November 2011.

KAPITEL VII — *Schlussbestimmungen*

Art. 40 - Das Dekret vom 28. Februar 2019 und der vorliegende Erlass treten am Tag zehnten Tag nach dem Tag der Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 41 - Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Forschung, Innovation, digitale Technologien, Beschäftigung und Ausbildung wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 4. April 2019

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Forschung,
Innovation, digitale Technologien, Beschäftigung und Ausbildung

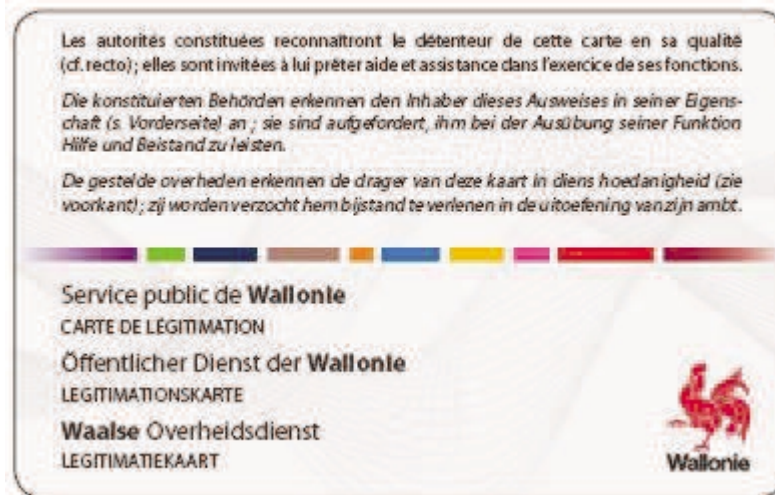
P.-Y. JEHOLET

Anhang 1 – Muster der Legitimationskarte

1. Vorderseite



2. Rückseite



Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. April 2019 zur Ausführung des Dekrets vom 28. Februar 2019 über die Kontrolle der Gesetzes- und Verordnungsvorschriften in Bezug auf die Wirtschafts- und Beschäftigungspolitik und die wissenschaftliche Forschung sowie über die Einführung von administrativen Geldbußen bei Verstößen gegen diese Gesetzes- und Verordnungsvorschriften beifügt zu werden.

Namur, den 4. April 2019

Für die Regierung :

Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Forschung,
Innovation, digitale Technologien, Beschäftigung und Ausbildung
P.-Y. JEHOLET

Anhang 2 — Regeln im Bereich der Berufspflichten der Inspektoren bei der Ausübung ihrer Kontrollaufgaben

KAPITEL I — Allgemeine Bestimmungen

Neben dem Regelwerk im Bereich der Berufspflichten für Beamte im regionalen öffentlichen Dienst gelten die vorliegenden ergänzenden Regeln im Bereich der Berufspflichten insbesondere für die vereidigten statutarischen Bediensteten und Mitglieder des Vertragspersonals, nachstehend "Inspektoren" genannt, der Abteilung Inspektion der operativen Generaldirektion Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie:

- 1° die der Zuständigkeit der Minister unterstehen, zu deren Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft, Beschäftigung, die Berufsbildung und die Sozialwirtschaft gehören,
- 2° die für die Überwachung der Einhaltung der Gesetze und Vorschriften verantwortlich sind, die sie zur Ausübung der Kontrolle benennen.

KAPITEL II — Funktionsweise der Inspektionen

Abschnitt 1 — Grundsätze und Leitlinien

Bei der Ausübung ihrer administrativen und juristischen Aufgaben sind die Inspektoren gleichermaßen:

- 1° vereidigte Beamte, die für Verwaltungsaufgaben im Zusammenhang mit der Kontrolle der Gesetze und Vorschriften, die sie zu diesem Zweck benennen, zuständig sind;

2° Inspektoren, denen per Gesetz besondere Befugnisse zur Untersuchung strafrechtlich geahndeter Verstöße übertragen werden, wobei dieser Auftrag ihnen von den Justizbehörden regelmäßig übertragen wird.

In Ausübung ihrer Tätigkeit haben die Inspektoren das Recht, Verwarnungen zu geben, dem Zuwiderhandelnden eine Frist zu setzen, um seine Situation zu regularisieren, oder Berichte zu erstellen, je nach den Umständen, der Schwere des Verstoßes, der betrügerischen Absicht, den Interessen der Arbeitnehmer und den Möglichkeiten der Regularisierung des Verstoßes.

Diese Beurteilungsbefugnis wird nicht willkürlich ausgeübt. Der Inspektor begründet seine Entscheidung, und seine Beurteilungsbefugnis kann durch die internen Anweisungen der Abteilung Inspektion gemildert werden, um eine gewisse Einheitlichkeit bei der Anwendung der Gesetzgebung für alle Rechtsuchenden zu gewährleisten.

Diese Beurteilungsbefugnis über die Tragweite der Verstöße stellt eine Abweichung von Artikel 29 des Strafprozessgesetzbuches dar, wonach jeder Beamte, der bei der Ausübung seines Amtes von einem Verbrechen oder einer Straftat Kenntnis erlangt, unverzüglich den Prokurator des Königs davon in Kenntnis zu setzen hat.

Wenn Inspektoren auf Ersuchen des Staatsanwalts eingreifen, dürfen sie nur nach den erhaltenen Anweisungen handeln, wobei der Staatsanwalt die gerichtliche Untersuchung leitet und über die zu ergreifenden Maßnahmen entscheidet. Unbeschadet des Anforderungsrechts der Staatsanwaltschaft oder des Untersuchungsrichters, das in den Artikeln 28ter § 3 und 56 § 2 des Strafprozessgesetzbuches erwähnt ist, verfügen die Inspektoren über eine Beurteilungsbefugnis.

Die Inspektoren bieten den Nutzern, Arbeitgebern, Arbeitnehmern und jeder sonstigen Person oder öffentlichen Verwaltung Informationen und technische Beratung bei der Anwendung der oben genannten Gesetzgebung.

Abschnitt 1 — Grundwerte

Unterabschnitt 1 — Loyalität und Achtung der Hierarchie

Die Inspektoren respektieren die nationalen und internationalen demokratischen Institutionen und ihre Symbole, die anderen konstituierten Behörden und öffentlichen Einrichtungen.

Sie dürfen die von ihnen zu kontrollierenden Gesetzgebungen und Vorschriften gegenüber den bei der Kontrolle anwesenden Nutzern, Arbeitgebern, Arbeitnehmern und Dritten nicht verunglimpfen.

Sie handeln bei der Erfüllung ihrer Aufgaben in Übereinstimmung mit den Dekrets-, Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen, Strategien, Aktionsplänen und Weisungen ihrer Hierarchie. Sie handeln mit Sorgfalt, Professionalität und Loyalität gegenüber ihrer Hierarchie.

Sie verunglimpfen nicht die Arbeit von Kollegen in ihrer Dienststelle und in anderen Dienststellen.

Unterabschnitt 2 — Rechtschaffenheit, Würde des Amtes und Unparteilichkeit

Die Inspektoren setzen die ihnen zur Verfügung stehenden Mittel und Vorkehrungen sinnvoll ein. Sie erwirken weder für sich noch für einen Dritten Leistungen, die ihnen normalerweise nicht zustehen. Sie sind unbestechlich.

Bei Untersuchungen sind die Inspektoren objektiv. Sie verbieten jede Willkür in ihren Interventionen, indem sie insbesondere vermeiden, dass sie die Unparteilichkeit, die die Bürger von ihnen erwarten dürfen, durch die Art und Weise, wie sie intervenieren, oder durch das Ziel ihrer Intervention verletzen. Sie vermeiden daher jede Handlung oder Haltung, die diese Unparteilichkeit untergraben könnte.

Bei der Ausübung ihres Amtes dürfen die Inspektoren keine auffälligen Anzeichen einer politischen, religiösen oder philosophischen Zugehörigkeit tragen, die diese Unparteilichkeit in Frage stellen könnten.

Unterabschnitt 3 — Diskriminierungsverbot

Bei der Ausübung ihrer Aufgaben unterlassen die Inspektoren jede Form von Diskriminierung und Voreingenommenheit, insbesondere in Bezug auf Rasse, Abstammung, soziale Herkunft, Nationalität, Geschlecht, sexuelle Orientierung, Zivilstand, Geburt, Sprache, Erbe, Alter, politische, philosophische, gewerkschaftliche oder religiöse Überzeugungen, Gesundheitszustand, Behinderung oder körperliche oder genetische Merkmale.

Unterabschnitt 4 — Verfügbarkeit und Effizienz

Bei der Ausübung ihrer Befugnisse bemühen sich die Inspektoren, den Anforderungen von Beschwerdeführern, anderen föderalen oder regionalen Aufsichtsbehörden und anderen Stellen oder Behörden, mit denen sie zusammenarbeiten, nachzukommen.

Die Verfügbarkeit der Inspektoren zeichnet sich unter anderem durch ihre Erreichbarkeit und Bereitschaft zum Zuhören, ihr Verständnis und ihre Berücksichtigung der Anliegen derjenigen, die sich an sie wenden, aus, sowie durch ihre angemessenen Initiativen, sei es durch ihr direktes Eingreifen, oder indem sie die Betroffenen an kompetente oder spezialisierte Personen oder Dienststellen verweisen.

Im Rahmen ihrer Aufgaben beachten sie die vom Öffentlichen Dienst der Wallonie verabschiedete Charta für eine gute Verwaltungspraxis und beweisen eine Professionalität, die sich im Folgenden widerspiegelt:

- 1° die Qualität der geleisteten Arbeit;
- 2° die rasche Abwicklung von Ermittlungsaufträgen im Einklang mit den Gesetzesvorschriften;
- 3° die Erstellung von Berichten und die Formulierung von Entscheidungsvorschlägen mit Sorgfalt, Genauigkeit und Unparteilichkeit;
- 4° die Suche nach geeigneten Lösungen im Rahmen ihrer Zuständigkeiten;
- 5° das Bestreben, mit anderen belgischen und ausländischen Aufsichtsbehörden, Justizbehörden, ISD, Bezirksbüros und anderen belgischen und ausländischen öffentlichen Einrichtungen effektiv zusammenzuarbeiten.

Unterabschnitt 5 — Diskretions- und Vertraulichkeitspflicht

Bei der Ausübung ihres Rechts auf Meinungsäußerung zu Sachverhalten, von denen sie bei der Ausübung ihrer Tätigkeit Kenntnis erlangen, halten sich die Inspektoren insbesondere an die gesetzlichen und verordnungsrechtlichen Bestimmungen über das Berufsgeheimnis, das Arztgeheimnis, das Untersuchungsgeheimnis, die Diskretions- und Vertraulichkeitspflicht in Bezug auf die personenbezogenen Sozialdaten. Diese Verpflichtungen bestehen auch nach Beendigung des Dienstverhältnisses fort.

Unterabschnitt 6 — Kontakte zu Presse und Medien

Unbeschadet der Meinungsfreiheit verweisen Inspektoren, die von der Presse oder den Medien aufgefordert werden, ein Interview zu geben oder eine Pressemitteilung zu machen, diese an den Pressesprecher des Öffentlichen Dienstes der Wallonie.

Unterabschnitt 7 — Einstellung und Verhalten

Die Inspektoren üben Zurückhaltung in ihren Handlungen und Worten. Sie behandeln jeden Menschen mit Höflichkeit, Takt und Anstand. Sie achten darauf, dass sie die Kontrolle über sich selbst behalten und jedes feindliche oder verächtliche Verhalten unterlassen.

Die Inspektoren verhalten sich vorbildlich, insbesondere unter Beachtung der Gesetze und Vorschriften, deren Einhaltung sie selbst kontrollieren.

Sie kümmern sich sorgfältig und verantwortungsvoll um die ihnen zur Verfügung gestellten Materialien, Geräte, Räumlichkeiten und Datenträger.

KAPITEL III — Ausübung der Kontrollaufgaben der Inspektoren

Abschnitt 1 — Achtung und Schutz der Freiheiten und Rechte, die durch höhere internationale und nationale Normen garantiert werden und die für alle Bürger gelten

Die Inspektoren achten und schützen jederzeit und unter allen Umständen die Würde, die Freiheiten und Rechte des Menschen, die durch höhere Normen und durch die belgische Verfassung garantiert werden.

Sie stellen zunächst sicher, dass die durchgeführten Handlungen auf einer Rechts- oder Verwaltungsgrundlage beruhen.

Sie respektieren die wichtigsten verfassungsmäßigen Grundsätze wie Gleichheit der Bürger, Diskriminierungsverbot, Schutz des Privatlebens, Postgeheimnis, Achtung des Privat- und Familienlebens, Achtung der Öffentlichkeit von Verwaltungsakten und des Sprachgebrauchs.

Abschnitt 2 — Grundsatz der Zweckmäßigkeit und der Verhältnismäßigkeit

Die Inspektoren üben ihre Befugnisse nur zur Kontrolle von Dekreten, Gesetzen und anderen Vorschriften aus, die sie zu diesem Zweck benennen.

In Ausübung ihrer Befugnisse wenden die Inspektoren geeignete und notwendige Mittel zur Überwachung der Gesetzgebungen an, für die sie verantwortlich sind.

Abschnitt 3 — Einhaltung der Verfahrensregeln

Die Inspektoren halten sich an die in den Dekreten über ihre Rechte und Pflichten, dem Sozialstrafgesetzbuch, sonstigen gesetzlichen und verordnungsmäßigen Vorschriften und den Richtlinien der Abteilung Inspektion enthaltenen Verfahrensregeln.

Durch die Einhaltung der Verfahrensregeln garantieren die Inspektoren sowohl die Rechte und Pflichten der Nutzer, Arbeitgeber und Arbeitnehmer.

Schließlich gewährleistet diese Einhaltung auch eine bessere Überwachung der Ergebnisse der durchgeführten Kontrollen: Regularisierungen, Strafverfahren, administrative Geldbußen.

Abschnitt 4 — Einhaltung der Regeln für die Erstellung und Übermittlung von Daten und für die Verwendung der gesammelten Informationen

Die Inspektoren halten sich an die Vorschriften über die Erzeugung, den Austausch von Daten und Informationen sowie die Verwendung der erhaltenen Informationen, die in den Dekreten über ihre Rechte und Pflichten vorgesehen sind.

Die Inspektoren übermitteln die im Laufe eines Gerichtsverfahrens, sei es im Rahmen der gerichtlichen Voruntersuchung oder der gerichtlichen Untersuchung, gesammelten Informationen nur mit ausdrücklicher Genehmigung der Gerichtsbehörde. Alle Informationen werden über die zuständige Gerichtsbehörde weitergeleitet, um die Vertraulichkeit der gerichtlichen Voruntersuchungen oder der gerichtlichen Untersuchungen zu wahren.

Schließlich werden Informationen über persönliche medizinische Daten nur unter Wahrung der ärztlichen Schweigepflicht weitergegeben oder verwendet.

Abschnitt 5 — Vertraulichkeit personenbezogener Sozialdaten

Die Inspektoren gewährleisten die Vertraulichkeit der personenbezogenen Daten, die sie bei der Ausübung ihrer Aufgaben erhalten, um die Privatsphäre einer bestimmten oder bestimmbarer Person zu schützen.

Sie dürfen diese personenbezogenen Daten nur zur Ausübung ihrer Aufgaben verwenden.

Abschnitt 6 — Diskretionspflicht, Verpflichtung zur Integrität der Inspektoren und Vertraulichkeit der Kontrollen

Die Inspektoren sind im Regelfall an das Berufsgeheimnis gebunden.

Sofern der Verfasser einer Beschwerde oder Anzeige, die sich auf einen Verstoß gegen die ihrer Kontrolle unterstehenden Bestimmungen der Gesetzes- und Verordnungsvorschriften bezieht, dies nicht ausdrücklich erlaubt hat, dürfen die Inspektoren unter keinen Umständen, auch nicht vor Gericht, den Namen des Verfassers einer solchen Beschwerde oder Anzeige preisgeben. Sie beachten dieses Verbot auch, wenn ein Arbeitnehmer, es sei denn, er ist auch der Beschwerdeführer, ein Arbeitgeber oder sein Anwalt, seine persönliche Akte einsehen möchte. Es ist ihnen auch untersagt, dem Arbeitgeber oder seinem Vertreter mitzuteilen, dass eine Untersuchung nach einer Beschwerde oder Anzeige durchgeführt wurde.

Sie geben unter keinen Umständen die Identität von Arbeitgebern und Arbeitnehmern, den Inhalt der Anhörungen und die Ergebnisse preis.

Die Inspektoren gewährleisten die Vertraulichkeit in Bezug auf geplante Kontrollmaßnahmen, um jedes Risiko von Informationslecks zu vermeiden, die die von ihrer Dienststelle oder von Dritten durchzuführenden Kontrollen unwirksam machen könnten.

Abschnitt 7 — Zusammenarbeit mit anderen Partnerdiensten

Die Inspektoren gewährleisten im Rahmen multidisziplinärer gemeinsamer Kontrollen die uneingeschränkte Zusammenarbeit mit anderen Partnerdiensten im Hinblick auf die Wahrung eines gemeinsamen Interesses.

Abschnitt 8 - Interessenkonflikte und Kumulierung der Inspektoren mit ihren Kontrollaufträgen

Gemäß den Bestimmungen des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes müssen die Inspektoren den Interessenkonflikten und der Kumulierung besondere Aufmerksamkeit schenken.

Die Inspektoren dürfen keinerlei direkte oder indirekte Interessen in den Unternehmen oder Einrichtungen haben, mit deren Kontrolle sie beauftragt sind. Sie unterlassen es, sich persönlich an der Bearbeitung von Untersuchungen zu beteiligen, an denen sie ein Interesse haben könnten. In diesem Fall fordern sie über ihre Hierarchie andere Kollegen auf, ihre beruflichen Aufgaben wahrzunehmen oder fortzusetzen.

Die Inspektoren dürfen keine bezahlte oder unbezahlte Tätigkeit ausüben, und sei es auch nur gelegentlich, die zu tatsächlichen, potenziellen oder offensichtlichen Interessenkonflikten oder Interessenvermischungen mit ihren Kontrollfunktionen und -aufträgen führen könnte.

Die Inspektoren können bezahlte Tätigkeiten in jeglicher Weise zusätzlich zu ihren Aufgaben ausüben, jedoch erst nach Einholung der Genehmigung, berufliche Tätigkeiten außerhalb der Arbeitszeit zu kumulieren, die mit ihrer Eigenschaft als Inspektoren vereinbar sind und ohne Nachteile für den Dienst oder die Öffentlichkeit ausgeübt werden können.

Die Ausübung bestimmter politischer Mandate, bezahlter Tätigkeiten, die mit der Funktion einhergehen, oder einer Tätigkeit, die sich aus einer Benennung durch die zuständige Behörde ergibt, fällt nicht unter die oben genannte Genehmigung zur Kumulierung, erfordert aber dennoch eine spezifische Anfrage oder Information der Hierarchie gemäß den Regeln des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. April 2019 zur Ausführung des Dekrets vom 28. Februar 2019 über die Kontrolle der Gesetzes- und Verordnungsvorschriften in Bezug auf die Wirtschafts- und Beschäftigungspolitik und die wissenschaftliche Forschung sowie über die Einführung von administrativen Geldbußen bei Verstößen gegen diese Gesetzes- und Verordnungsvorschriften beigefügt zu werden.

Namur, den 4. April 2019

Für die Regierung :

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Forschung,
Innovation, digitale Technologien, Beschäftigung und Ausbildung

P.-Y. JEHOLET

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2019/30529]

4 APRIL 2019. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 20;

Gelet op het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, inzonderheid op de artikelen 6, § 5, vervangen door het decreet van 10 mei 2012 en gewijzigd bij het decreet van 16 februari 2017 en *18bis*, ingevoegd bij het decreet van 10 mei 2012;

Gelet op de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers, inzonderheid op artikel 11, vervangen door de wet van 6 juni 2010, en gewijzigd bij de wetten van 11 februari 2013 en 15 januari 2018;

Gelet op de wet van 20 juli 2001 tot bevordering van buurtdiensten en -banen, inzonderheid op artikel 7/1, ingevoegd bij het decreet van 28 april 2016, en gewijzigd bij het decreet van 28 februari 2019;

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling, inzonderheid op artikel 11, lid 2, vervangen door het decreet van 28 februari 2019;

Gelet op het decreet van 27 mei 2004 betreffende de adviesverlenende agentschappen inzake sociale economie, inzonderheid op artikel 31, vervangen door het decreet van 28 februari 2019;

Gelet op het decreet van 14 december 2006 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de "Initiatieven de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale" (initiatieven tot ontwikkeling van de werkgelegenheid in de sector van de buurtdiensten met een maatschappelijk doel), afgekort : "I.D.E.S.S.", inzonderheid op artikel 18, vervangen door het decreet van 28 februari 2019;

Gelet op het decreet van 3 april 2009 betreffende de registratie of de erkenning van de arbeidsbemiddelingsbureaus, inzonderheid op artikel 15, vervangen door het decreet van 28 februari 2019;

Gelet op het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende tot de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille, inzonderheid op de artikelen 1, § 3, en 14, lid 2;

Gelet op het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen, inzonderheid op de artikelen 1, 2, 6, lid 1, 32, 34, 35, 38, 49, 56, 61, 63 en 88;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2001 tot aanwijzing van de sociale inspecteurs die toezicht en controle uitoefenen op de naleving van de wetgeving op het tewerkstellingsbeleid, de beroepsreconversie en -recyclage;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 december 2001 betreffende de dienstencheques;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2003 tot uitvoering van het samenwerkingsakkoord, gesloten op 20 december 2002 tussen het Vlaams Gewest, het Waals Gewest, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de erkenning van ondernemingen die gemachtigd zijn om dienstencheques te gebruiken;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 26 januari 2006 tot uitvoering van het decreet van 27 mei 2004 betreffende de adviesverlenende agentschappen inzake sociale economie;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 juni 2007 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 14 december 2006 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de initiatieven tot ontwikkeling van de werkgelegenheid in de sector van de buurtdiensten met een maatschappelijk doel, afgekort : "I.D.E.S.S.";

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 12 december 2008 tot aanwijzing van de sociale inspecteurs die toezicht en controle uitoefenen op de naleving van de wetgeving op het tewerkstellingsbeleid, de beroepsreconversie en -recyclage;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2009 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van grote ondernemingen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 10 december 2009 tot uitvoering van het decreet van 3 april 2009 betreffende de registratie en de erkenning van de arbeidsbemiddelingsbureaus;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 maart 2012 tot uitvoering van artikel 2 van het decreet van 20 november 2008 betreffende de sociale economie met het oog op de ontwikkeling van sociale economiebedrijven in de immobiliënssector;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014 tot erkenning en subsidiëring van de verenigingen zonder winstoogmerk en de vennootschappen met een sociaal oogmerk die actief zijn in de sector van het hergebruik en de voorbereiding op hergebruik;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2017 tot uitvoering van het decreet van 2 februari 2017 betreffende de steun voor tewerkstelling ten behoeve van de doelgroepen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 12 oktober 2018;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 25 oktober 2018;

Gelet op het advies van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 4 oktober 2018;

Gelet op advies A.1395 van de "Conseil wallon de l'économie sociale marchande" (Waalse Raad voor sociale markteconomie), gegeven op 26 november

2018 ;

Gelet op het rapport van 19 oktober 2018 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van 30 dagen, gericht aan de Raad van State op 1 maart 2019, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het uitblijven van advies binnen deze termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, lid 2, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op advies nr. 168/2018 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, uitgebracht op 19 december 2019;

Op de voordracht van de Minister van Economie, Tewerkstelling en Onderzoek;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijvingen en algemene bepalingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° decreet van 28 februari 2019: het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen;

2° de Administratie: de directies van het Operationeel Directoraat-generaal Economie, Tewerkstelling en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst die aanvragen voor subsidies, vergoedingen of uitkeringen beheren;

3° het Departement Inspectie: het Departement Inspectie van het Operationele Directoraat-generaal Economie, Tewerkstelling en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst;

4° de inspecteurs: de statutaire ambtenaren en de contractuele personeelsleden van het Departement Inspectie die beëdigd zijn;

5° e-PV: het proces-verbaal tot vaststelling van inbreuken, opgesteld, geregistreerd of verzonden middels de daartoe voorziene computerapplicatie overeenkomstig het model bedoeld in artikel 100/2 van het Sociaal Strafwetboek;

6° de databank e-PV: de databank bedoeld in artikel 100/6 van het Sociaal Strafwetboek waarin de gegevens van de e-PV's, vervat in het model bedoeld in artikel 100/2 van het Sociaal Strafwetboek, evenals de gegevens vervat in de bijlagen bij deze e-PV's, opgenomen en bewaard worden;

7° het beheerscomité: het beheerscomité van de databank e-PV, bedoeld in artikel 100/8 van het Sociaal Strafwetboek;

8° de gegevensbank Amadeus: de gegevensbank van de Directie Coördinatie en Ondersteuning van de Economische en Sociale Inspectie van het Departement Inspectie, die de gegevens bevat betreffende de haar toegekende opdrachten.

Art. 2. De termijnen vastgesteld in het kader van het decreet van 28 februari 2019 en van dit besluit worden berekend volgens deze regels:

1° de dag van de akte, die het beginpunt van de termijn is, in de termijnberekening inbegrepen;

2° de vervalddag wordt meegerekend in de termijn;

3° wanneer die dag evenwel een zaterdag, zondag of wettelijke feestdag is, wordt de vervalddag naar de eerstkomende werkdag verschoven.

Art. 3. Behoudens andersluidende bepaling vervat in het decreet van 28 februari 2019 gebeurt elke verzending van stukken, informatie of gegevens in het kader van het decreet en dit besluit ofwel per post ofwel digitaal.

Art. 4. Ter uitvoering van artikel 49, § 3, van het decreet van 28 februari 2019 kan de administratie de behandeling van de aanvragen tot verkrijging van subsidies, vergoedingen of uitkeringen in volgende gevallen opschorten:

1° Wanneer de natuurlijke of rechtspersoon die aan de controle is onderworpen, een eisbare schuld heeft tegenover de Europese Unie, de Staat, de Franse Gemeenschap, het Gewest, of de Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling "Forem";

2° Wanneer de controle op het bestaan wijst van inbreuken die bestraft zouden kunnen worden met een strafrechtelijke geldboete van 100 tot 1000 euro of een administratieve geldboete van 50 tot 500 euro of een zwaardere straf, een gevangenisstraf inbegrepen;

3° Wanneer de controle op het bestaan wijst van onregelmatigheden die het voorwerp zouden kunnen uitmaken van een procedure tot intrekking van de erkenning, opschorting van de erkenning of terugvordering van de subsidie.

De opschorting bedoeld in lid 1 wordt beperkt tot een maximum van twaalf maanden.

Art. 5. De directeur van de betrokken directie van het Departement Inspectie of de statutaire of contractuele personeelsleden die hij daartoe aanwijst kunnen, overeenkomstig artikel 34 van het decreet van 28 februari 2019, het tijdstip waarop een afschrift van de tekst van het verhoor van de gehoorde persoon overgemaakt moet worden, bij een gemotiveerde beslissing uitstellen.

HOOFDSTUK II. — e-PV en databank Amadeus

Afdeling 1. — Elektronische informatie-uitwisseling en e-PV

Art. 6. De elektronische informatie-uitwisseling in het kader van het e-PV en de gegevensbank Amadeus gebeurt overeenkomstig de bepalingen van Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG, van de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens en van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid.

Bij de verwerking van de persoonsgegevens overeenkomstig dit hoofdstuk wordt gebruik gemaakt van de identificatienummers bedoeld in artikel 8, § 1, van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid.

Art. 7. Met het oog op de elektronische informatie-uitwisseling bedoeld in artikel maken de sociaal inspecteurs hun processen-verbaal tot vaststelling van inbreuken elektronisch aan via de daartoe ontworpen informaticatoepassing overeenkomstig het in artikel 100/2 van het Sociaal Strafwetboek bedoeld uniform model dat door het Beheerscomité wordt vastgesteld.

Art. 8. § 1. Het e-PV wordt door de opsteller of opstellers elektronisch ondertekend door middel van de gekwalificeerde elektronische handtekening in de zin van artikel 3.12. van verordening (EU) nr. 910/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 23 juli 2014 betreffende elektronische identificatie en vertrouwensdiensten voor elektronische transacties in de interne markt en tot intrekking van Richtlijn 1999/93/EG.

§ 2. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt, onverminderd de artikelen 1322 en volgende van het Burgerlijk Wetboek, het e-PV dat door de opsteller of opstellers elektronisch werd ondertekend overeenkomstig § 1, gelijkgesteld met een proces-verbaal op papieren drager ondertekend door middel van een handgeschreven handtekening.

§ 3. In afwijking van § 1 kan de Regering bepalen dat het e-PV, dat wordt aangemaakt overeenkomstig artikel 6, eerste lid, onder de voorwaarden, volgens de nadere regels en, in voorkomend geval, voor de duur die zij bepaalt, op papieren drager wordt opgesteld en wordt ondertekend met een handgeschreven handtekening.

Afdeling 2. — Amadeus-databank

Art. 9. De gegevens opgenomen in de databank Amadeus zijn:

1° de datum van opstelling en het nummer van het proces-verbaal;

2° de vermelding van het feit dat het een proces-verbaal betreft, opgesteld op eigen initiatief door de verbalisant of ter uitvoering van een onderzoekopdracht opgelegd door een gerechtelijke autoriteit;

3° de dienst waartoe de verbaliserend ambtenaar behoort;

4° de naam van de verbaliserend ambtenaar;

5° de identiteit, ofwel het Rijksregisternummer, ofwel het ondernemingsnummer of het bedrijfseenheidsnummer van de Kruispuntbank der Ondernemingen, en het adres van de woonplaats of van de maatschappelijke zetel van iedere persoon van wie vermoed wordt dat zij (mede)dader van een inbreuk is;

6° de identiteit, ofwel het Rijksregisternummer, ofwel het ondernemingsnummer of het bedrijfseenheidsnummer en het adres van de woonplaats of van de maatschappelijke zetel van iedere persoon die burgerrechtelijk aansprakelijk is voor een inbreuk;

7° in voorkomend geval, de identiteit, het adres van de woonplaats en het Rijksregisternummer van iedere werknemer of iedere betrokken persoon of persoon beschouwd als betrokken bij een inbreuk;

8° de kwalificatie van de vastgestelde inbreuken, evenals het opschrift van de wetteksten of reglementaire teksten waarin de overtreden bepaling(en) vervat is (zijn), evenals het bedrag van de opgelopen geldboete;

9° plaats, datum en uur waarop de inbreuk is vastgesteld;

10° de adresgegevens van het betrokken parket;

11° het dossiernummer en statuut ervan;

12° de beslissingen betreffende de inbreuken op de wetgevingen en reglementeringen bedoeld in artikel 3 van het decreet van 28 februari 2019;

13° de adresgegevens van de contactpersonen belast met het dossier;

14° het rekeningnummer van de betaler van de administratieve geldboete.

Art. 10. De beheerder van de databank Amadeus stelt een regelmatig bijgewerkte lijst op van de personen gemachtigd om daar toegang toe te hebben.

Art. 11. De categorieën ambtenaren die een toegang tot Amadeus hebben zijn, de sanctionerend ambtenaar bedoeld in artikel 20, de leden van de Directie Coördinatie en Ondersteuning van de Economische en Sociale Inspectie van het Departement Inspectie, evenals de inspecteurs van het Departement Inspectie.

Het toegangsniveau van de categorieën ambtenaren bedoeld in lid 1 voor de toegang tot de relevante gegevens varieert al naar gelang de uitgeoefende opdracht.

HOOFDSTUK III. — *Inspectiediensten*

Afdeling 1. — Legitimatiebewijs van de inspecteurs

Art. 12. De directeur-generaal van het Operationeel Directoraat-generaal Economie, Tewerkstelling en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst verstrekt de inspecteurs een legitimatiebewijs.

Art. 13. Het legitimatiebewijs neemt de vorm aan van een kaart in rechthoekige vorm, van het formaat 'identiteitskaart', namelijk 86,60 mm X 53,98 mm. Op de voorkant staat, op één centimeter van de bovenrand, een horizontaal, gekleurd strepenpatroon. Op de achterkant staat, in het midden van de kaart, een horizontaal gekleurd strepenpatroon, alsook het embleem van het Waalse Gewest in de rechter benedenhoek.

De inhoud, vermeld in bijlage 1, staat op het legitimatiebewijs afgedrukt.

Art. 14. Het legitimatiebewijs heeft een geldigheidsduur van tien jaar, te rekenen van het opstellen ervan.

Art. 15. Er kan tijdelijk door de directeur-generaal bedoeld in artikel 12 aan de inspecteur een voorlopige titel worden uitgereikt, bestaande uit een papieren informatiedrager met minstens de inhoudelijke gegevens van bijlage 1, in het geval van een aanvraag voor een nieuw legitimatiebewijs of het verlies van het legitimatiebewijs, en enkel voor de termijn nodig voor het aanmaken van een nieuwe kaart.

Art. 16. Wanneer de houder ervan zijn ambt niet meer vervult of tijdelijk dan wel definitief de machtiging heeft verloren om bedoeld ambt uit te oefenen, wordt het legitimatiebewijs teruggegeven aan de Departement Inspectie.

Afdeling 2. — Deontologische regels

Art. 17. De deontologische regels bedoeld in artikel 32 van het decreet van 28 februari 2019 zijn opgenomen in bijlage 2.

Afdeling 3. — Bijzondere controlemethodologie

Art. 18. § 1. Het Departement Inspectie stelt de prioriteiten inzake controle vast door gebruik te maken van statistieke onderzoekstechnieken zoals gegevensvergelijking, gegevensonderzoek en onderzoek van interne en externe databanken.

Het Departement Inspectie baseert zich ook op directe en indirecte bronnen zoals klachten en aangiften of antecedenten van werkgevers.

§ 2. Het Departement Inspectie stelt zijn controles af op de gegevens en de informatie die het bezit en gebruikt de technieken bedoeld in § 1 met inachtneming van het decreet van 28 februari 2019.

§ 3. Om zijn opsporingen en eventuele vaststellingen van inbreuken te verrichten, kan de inspecteur elke techniek bedoeld in § 1 gebruiken.

§ 4. De inspecteur kan in meerdere fases tot een controle overgaan door de onderzoekstechniek(en) aan te wenden die hem bij elke stap het meest relevant lijken.

Art. 19. De staalafnametechniek zoals bedoeld in artikel 35 van het decreet van 28 februari 2019 wordt door het Departement Inspectie gedefinieerd in functie van de nagestreefde doelstellingen en de krijtlijnen van de controle. De inspecteur kan partiële controles uitvoeren, onder gebruikmaking van iedere en ongeacht welke staalafnametechniek. In voorkomend geval worden keuze en inhoud van de door de inspecteur gebruikte methode in diens inspectieverslag toegelicht.

Voor de controle van de individuele dossiers gaat de inspecteur na, of de bestaande databanken volledig zijn, verricht hij rechtzettingen en verwijdert hij als verkeerd of meermaals opgenomen vastgestelde gegevens.

Om de staalafnamegewijs bekomen resultaten te extrapoleren, stelt de inspecteur een staal samen dat voldoet aan een toevallig tot stand gekomen, eenvoudige typologie zonder herinvoering ervan in een bevolking of een laag zodat een referentiestaal bekomen wordt dat extrapolatiebaar is en een betrouwbaarheidsinterval kan bereiken van vijftiennegentig percent of meer rondom de staalafnamewaarde.

Het staal kan al dan niet gestratificeerd zijn, op grond van criteria aangepast aan de regeling die aan controle wordt onderworpen of iedere andere fraude-indicator.

De inspecteur kan het percentage in het extrapolatiebare referentiestaal vastgestelde onregelmatigheden extrapoleren naar enkel de onderzochte referentiebevolking of de onderzochte referentielage.

HOOFDSTUK IV. — *Administratieve geldboetes*

Art. 20. De sanctionerend ambtenaar is de inspecteur-generaal van het Departement Inspectie of ieder statutair of contractueel personeelslid van niveau aan dat daartoe aangewezen wordt.

Art. 21. De kosten voor het afschrift bedoeld in artikel 56 van het decreet van 28 februari 2019 worden vastgesteld overeenkomstig de artikelen 2 tot 4 van het besluit van de Waalse Regering van 9 juli 2018 tot vaststelling van de type-documenten die te gebruiken zijn en het bedrag van de retributie die gevraagd moet worden ter uitvoering van het decreet van 30 maart 1995 betreffende de openbaarheid van bestuur.

De kosten voor de administratieve procedure bedoeld in de artikelen 61 en 63 van het decreet van 28 februari 2019 worden vastgesteld overeenkomstig de geldende posttarieven.

Deze kosten mogen niet meer bedragen dan 1.000 euro.

HOOFDSTUK V. — *Wijzigingsbepalingen*

Afdeling 1. — Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 12 december 2001 betreffende de dienstencheques

Art. 22. Artikel 1, lid 1, van het koninklijk besluit van 12 december 2001 betreffende de dienstencheques wordt aangevuld met de punten 13° tot 23°, luidend als volgt:

13° initiële bevolking: de gezamenlijke gegevens waarop de controle betrekking heeft;

14° laag: deel van een initiële bevolking, bepaald in functie van één of meerdere criteria;

15° referentiebevolking: het deel van de initiële bevolking die, na verwijdering en rechtzetting van de redundante en onjuiste gegevens, de te onderzoeken gegevens vormt;

16° referentielaag: het deel van een laag, na verwijdering en rechtzetting van de redundante en onjuiste gegevens, de te onderzoeken gegevens vormt;

17° staal: de geselecteerde gegevens uit een bevolking of een laag;

18° referentiestaal: de geselecteerde gegevens uit een bevolking of een laag of uit een referentielaag;

19° extrapoleerbaar referentiestaal: referentiestaal gevormd op toevallige, eenvoudige wijze en zonder herinvoering;

20° extrapolatie: veralgemening van de resultaten waargenomen in een extrapoleerbaar referentiestaal naar de globaliteit van de referentiebevolking of de referentielaag waaruit het staal afgenomen is;

21° betrouwbaarheidsinterval: de gezamenlijke waarden vervat tussen een infimum en een supremum, verkregen na onderzoek van een staal. Deze gezamenlijke waarden bieden een waarschijnlijkheid van vijfennegentig percent of meer dat de exacte waarde van de parameter in de bevolking is vervat;

22° de omvang van het betrouwbaarheidsinterval: het verschil tussen de waarde van het supremum en die van het infimum in het betrouwbaarheidsinterval;

23° het Departement Inspectie: het Departement Inspectie van het Operationele Directoraat-generaal Economie, Tewerkstelling en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst;

24° de inspecteurs: de statutaire en contractuele personeelsleden van het Departement Inspectie die beëdigd zijn.”.

Art. 23. In artikel 10*bis*, § 1, van hetzelfde besluit, woorden leden 3 en 4, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 14 december 2012 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 december 2016, vervangen als volgt:

“De inspecteurs aangewezen door de Regering controleren de toepassing van de wet en van de uitvoeringsbesluiten ervan en oefenen het toezicht uit op de inachtneming ervan, uitgezonderd de bepalingen bedoeld in afdeling 2 van Hoofdstuk II van de wet.

De inspecteurs oefenen die controle uit overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen.”.

Art. 24. In hetzelfde besluit worden de artikelen 10*bis*/1 tot 10*bis*/5 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 10*bis*/1. Ter uitvoering van artikel 7/1 van de wet van 20 juli 2001 tot bevordering van buurtdiensten en -banen kunnen de erkende dienstenchequeondernemingen die het voorwerp van de controle uitmaken geselecteerd worden volgens een methodologie aangepast aan de controlestrategie bepaald bij het Departement Inspectie, meer bepaald op basis van een risico-analyse.

De controle strekt er meer bepaald toe, het volume aan terugbetalingen verricht aan de erkende ondernemingen, de realiteit van het aantal uren prestaties en terugbetaalde dienstencheques na te gaan, en meer in het algemeen de naleving van de voorwaarden vastgesteld bij de wetgeving en de erkenningsbesluiten.

Art. 10*bis*/2. De inspecteur kan een controle in meerdere fases uitvoeren door bij elke stap de onderzoekstechniek(en) toe te passen die het best aan het behandelde dossier is (zijn) aangepast. De inspecteur onderzoekt één of meerdere aspecten van de regeling door verscheidene informaties te kruisen zoals: de gegevens betreffende de gebruikers van de regeling, betreffende de werknemers, de geregistreerde dienstencheques, de activiteiten van de erkende onderneming, de documenten en iedere andere desbetreffende informatie.

De inspecteur onderzoekt de authentieke gegevensbronnen of andere, evenals de erkenningsdossiers. Hij gaat na, of de bestaande databases volledig zijn en bepaalt de referentiebevolking.

Voor de controle kan de inspecteur nagaan, of de terugbetalingsaanvragen bij het uitgiftebedrijf ingediend door de erkende onderneming en de informatie die zij aan “Forem” en aan het uitgiftebedrijf, evenals aan de functionele directie heeft overgemaakt, met elkaar overeenstemmen.

De inspecteur consolideert deze gegevens en kan eveneens verscheidene informatie gebruiken uit directe en indirecte bronnen, zoals gegevensvergelijking, gegevensuitdieping, antecedenten van de werkgever, interne en externe databases, meldingen van andere administraties, klachten of aangiftes.

Art. 10*bis*/3. Overeenkomstig artikel 35 van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen kan de inspecteur overgaan tot het onderzoek van een staal voor alle of een deel van de te controleren aspecten.

Daarvoor kan de inspecteur:

1° alle onderzoekstechnieken en -methodes door elkaar gebruiken om een te onderzoeken referentiebevolking of referentielaag te vormen en er de onregelmatigheden op te sporen ten opzichte van de regeling waarvan de inachtneming ter controle voorligt;

2° en, in voorkomend geval een trekking van het toevallige, eenvoudige type zonder herinvoering in een referentiebevolking of een referentielaag verrichten om aldus een extrapoleerbaar referentiestaal te vormen. In dat geval kan de inspecteur het percentage vastgestelde onregelmatigheden in het staal extrapoleren naar de referentiebevolking of de referentielaag.

Art. 10bis/4. § 1. Bij vaststelling van een percentage onregelmatigheden in het referentiestaal dat lager is dan twintig percent van het aantal gecontroleerde gegevens kan de inspecteur ofwel:

1° de terugvordering voorstellen in verband met, enkel, de vastgestelde onregelmatigheden en de controle beëindigen;

2° de controle verderzetten waarbij hij in zijn verslag de redenen motiveert die deze beslissing motiveren.

§ 2. Bij vaststelling van een percentage onregelmatigheden in het referentiestaal dat hoger is dan twintig percent van het aantal gecontroleerde gegevens kan de inspecteur ofwel:

1° een tweede, al dan niet gelaagd, referentiestaal onderzoeken. In dat geval stelt de inspecteur de terugvordering voor in verband met, enkel, de vastgestelde onregelmatigheden in beide referentiestalen;

2° desnoods zijn onderzoeken heroriënteren en nieuwe aspecten of criteria selecteren die onderzocht dienen te worden in functie van de in aanmerking genomen criteria;

3° een extrapoleerbaar staal samenstellen, al dan niet gelaagd in de onderzochte referentiebevolking of -laag, waardoor een betrouwbaarheidsinterval bekomen kan worden van vijftiennegentig percent of meer rondom de waarde van de staalafname, met een maximale omvang van tien percentpunt.

§ 3. Als het onderzoek van het eerste referentiestaal op meer dan tachtig percent onregelmatigheden wijst, bepaalt de inspecteur een extrapoleerbaar staal en het percentage vastgestelde onregelmatigheden wordt geëxtrapoleerd naar de gezamenlijke referentiebevolking of -laag.

§ 4. Onverminderd de terugvorderingen voorgesteld op grond van niet-extrapoleerbare vaststellingen, stelt de inspecteur, onder gebruikmaking van een extrapoleerbaar staal, de terugvordering van een bedrag van de subsidie voor berekend op basis van het percentage van het infimum van het betrouwbaarheidsinterval, geëxtrapoleerd naar de subsidie betreffende de onderzochte referentiebevolking of -laag.

§ 5. Bij het gebruikmaken van de extrapolatiemethode omschrijft de inspecteur de gebruikte methodologie in zijn verslag en geeft het betrouwbaarheidsinterval en de omvang van het betrouwbaarheidsinterval aan.

Art. 10bis/5. Overeenkomstig artikel 37 van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen, kan de erkende onderneming het vermoeden voortvloeiend uit de extrapolatie bedoeld in de artikelen 10bis/3 en 10bis/4 omdraaien door de geldigheid van het geheel of van een deel van het percentage van de betwiste subsidie aan te tonen.”

Art. 25. Artikel 11bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 december 2016, wordt opgeheven.

Afdeling 2. — Wijzigingsbepaling van het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2003 tot uitvoering van het samenwerkingsakkoord, gesloten op 20 december 2002 tussen het Vlaams Gewest, het Waals Gewest, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de erkenning van ondernemingen die gemachtigd zijn om dienstencheques te gebruiken;

Art. 26. In het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2003 tot uitvoering van het samenwerkingsakkoord, gesloten op 20 december 2002 tussen het Vlaams Gewest, het Waals Gewest, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de erkenning van ondernemingen die gemachtigd zijn om dienstencheques te gebruiken wordt artikel 20 vervangen door hetgeen volgt:

“Art. 20. De beëdigde statutaire en contractuele personeelsleden van het Departement Inspectie van het Operationeel Directoraat-generaal Economie, Tewerkstelling en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst, aangewezen door de Regering, gaan de toepassing van het samenwerkingsakkoord en dit besluit na overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen.”

Afdeling 3. — Wijzigingsbepaling van het besluit van de Waalse Regering van 26 januari 2006 tot uitvoering van het decreet van 27 mei 2004 betreffende de adviesverlenende agentschappen inzake sociale economie

Art. 27. In het besluit van de Waalse Regering van 26 januari 2006 tot uitvoering van het decreet van 27 mei 2004 betreffende de adviesverlenende agentschappen inzake sociale economie, wordt artikel 17 vervangen door hetgeen volgt:

“Art. 17. De beëdigde statutaire en contractuele personeelsleden van het Departement Inspectie van het Operationeel Directoraat-generaal Economie, Tewerkstelling en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst, aangewezen door de Regering, gaan de toepassing van dit decreet en het uitvoeringsbesluit ervan na, en oefenen het toezicht op de inachtneming ervan uit.

De inspecteurs oefenen die controle uit overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen.”

Afdeling 4. — Wijzigingsbepaling van het besluit van de Waalse Regering van 21 juni 2007 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 14 december 2006 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de initiatieven tot ontwikkeling van de werkgelegenheid in de sector van de buurtdiensten met een maatschappelijk doel, afgekort : “I.D.E.S.S.”

Art. 28. Artikel 15 van het besluit van de Waalse Regering van 21 juni 2007 tot uitvoering van het decreet van de Waalse Regering van 14 december 2006 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de initiatieven tot ontwikkeling van de werkgelegenheid in de sector van de buurtdiensten met een maatschappelijk doel, afgekort : “I.D.E.S.S.”, wordt vervangen als volgt:

“Art. 15. De beëdigde statutaire en contractuele personeelsleden van het Departement Inspectie van het Operationeel Directoraat-generaal Economie, Tewerkstelling en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst, aangewezen door de Regering, gaan de toepassing van dit besluit na, en oefenen het toezicht op de inachtneming ervan uit.

De inspecteurs oefenen die controle uit overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen.”

Afdeling 5. — Wijzigingsbepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2009 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling

Art. 29. Artikel 1, lid 1, van het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2009 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling, wordt aangevuld met punten 8° tot 18°, luidend als volgt:

8° initiële bevolking: de gezamenlijke gegevens waarop de controle betrekking heeft;

9° laag: deel van een initiële bevolking, bepaald in functie van één of meerdere criteria;

10° referentiebevolking: het deel van de initiële bevolking die, na verwijdering en rechtzetting van de redundante en onjuiste gegevens, de te onderzoeken gegevens vormt;

11° referentielaag: het deel van een laag dat, na verwijdering en rechtzetting van de redundante en onjuiste gegevens, de te onderzoeken gegevens vormt;

12° staal: de geselecteerde gegevens uit een bevolking of een laag;

13° referentiestaal: de geselecteerde gegevens uit een bevolking of een laag of uit een referentielaag;

14° extrapolerbaar referentiestaal: referentiestaal gevormd op toevallige, eenvoudige wijze en zonder herinvoering;

15° extrapolatie: veralgemening van de resultaten waargenomen in een extrapolerbaar referentiestaal naar de globaliteit van de referentiebevolking of de referentielaag waaruit het staal afgenomen is;

16° betrouwbaarheidsinterval: de gezamenlijke waarden vervat tussen een infimum en een supremum, verkregen na onderzoek van een staal. Deze gezamenlijke waarden bieden een waarschijnlijkheid van vijftiennegentig percent of meer dat de exacte waarde van de parameter in de bevolking is vervat;

17° de omvang van het betrouwbaarheidsinterval: het verschil tussen de waarde van het supremum en die van het infimum in het betrouwbaarheidsinterval;

18° het Departement Inspectie: het Departement Inspectie van het Operationele Directoraat-generaal Economie, Tewerkstelling en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst;

19° de inspecteurs: de statutaire en contractuele personeelsleden van het Departement Inspectie die beëdigd zijn.”

Art. 30. In hetzelfde besluit wordt een hoofdstuk VI/1, bevattende de artikelen 20/1 tot 20/6, ingevoegd, luidend als volgt :

“Hoofdstuk VI/1

Art. 20/1. § 1. Ter uitvoering van artikel 11 van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling kunnen de erkende gewestelijke zendingen geselecteerd worden volgens een methodologie aangepast aan de controlestrategie die, met name op basis van een risico-analyse, bepaald wordt door het Departement Inspectie.

§ 2. De controle strekt er meer bepaald toe, na te gaan in welke mate de begunstigden, begeleid door de gewestelijke zending, in aanmerking komen, evenals de geldigheid van de contractualiseringsfasen, en meer bepaald de inachtneming van de voorwaarden vastgesteld bij de wetgeving en het erkenningsbesluit.

Art. 20/2. § 1. Voor de controle van de individuele dossiers gaat de inspecteurs over tot het onderzoek van de lijst begunstigden opgenomen in het activiteitenverslag van het gecontroleerde werkjaar en trekt er de begunstigden van af die over een afwijking beschikken bovenop het gemachtigd percentage te beginnen bij degenen die het laatst in de gewestelijke zending zijn gestapt. De na deze telling overblijvende begunstigden vormen de referentiebevolking vanaf welke de bevolkingslagen en de referentiestalen worden samengesteld en die onderzocht zullen worden op grond van de methode omschreven in de paragrafen 2 en 3.

De inspecteur kan een percentage individuele dossiers controleren van begunstigden, met een minimum aan te controleren dossiers volgens het aantal begunstigden begeleid door de gewestelijke zending.

De dossiers bedoeld in lid 2 worden geselecteerd rekening gehouden met het aandeel begunstigden die de verschillende contractualiseringsfasen bereikt hebben onder de referentiebevolking, zoals bepaald in lid 1, en vormen de referentielagen.

§ 2. Bij vaststelling van een percentage onregelmatigheden in het referentiestaal dat lager is dan twintig percent van het aantal gecontroleerde gegevens kan de inspecteur:

1° de terugvordering voorstellen in verband met, enkel, de vastgestelde onregelmatigheden en de controle beëindigen;

2° de controle verderzetten waarbij hij in zijn verslag de redenen motiveert die deze beslissing motiveren.

§ 3. Bij vaststelling van een percentage onregelmatigheden in het referentiestaal dat hoger is dan twintig percent van het aantal gecontroleerde gegevens kan de inspecteur ofwel:

1° een tweede, al dan niet gelaagd, referentiestaal onderzoeken. In dat geval stelt de inspecteur de terugvordering voor in verband met, enkel, de vastgestelde onregelmatigheden in beide referentiestalen;

2° desnoods zijn onderzoeken heroriënteren en nieuwe aspecten of criteria selecteren die onderzocht dienen te worden in functie van de in aanmerking genomen criteria;

3° een extrapolerbaar referentiestaal samenstellen, al dan niet gelaagd in de onderzochte referentiebevolking of -laag, waardoor een betrouwbaarheidsinterval bekomen kan worden van vijftiennegentig percent of meer rondom de waarde van de staalafname, met een maximale omvang van tien percentpunt.

§ 4. Als het onderzoek van het eerste referentiestaal wijst op meer dan vierentwintig percent onregelmatigheden, bepaalt de inspecteur een extrapolerbaar referentiestaal, en het percentage vastgestelde onregelmatigheden wordt geëxtrapolerd naar de gezamenlijke referentiebevolking of -laag.

Art. 20/3. Onverminderd de terugvorderingen voorgesteld op grond van niet-extrapoleerbare vaststellingen, stelt de inspecteur, onder gebruikmaking van een extrapoleerbaar staal, de terugvordering van een bedrag van de subsidie berekend op basis van het percentage van het infimum van het betrouwbaarheidsinterval, geëxtrapoleerd naar de subsidie betreffende de onderzochte referentiebevolking of -laag.

Art. 20/4. Bij het gebruikmaken van de extrapolatiemethode omschrijft de inspecteur de gebruikte methodologie in zijn verslag en geeft het betrouwbaarheidsinterval en de omvang van het betrouwbaarheidsinterval aan.

Art. 20/5. Overeenkomstig artikel 37 van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen, kan de erkende onderneming het vermoeden voortvloeiend uit de extrapolatie bedoeld in de artikelen 10bis/3 en 10bis/4 omdraaien door de geldigheid van het geheel of van een deel van het percentage van de betwiste subsidie aan te tonen.”.

Afdeling 6. — Wijzigingsbepaling van het besluit van de Waalse Regering van 10 december 2009 tot uitvoering van het decreet van 3 april 2009 betreffende de registratie en de erkenning van de arbeidsbemiddelingsbureaus

Art. 31. In het besluit van de Waalse Regering van 10 december 2009 tot uitvoering van het decreet van 3 april 2009 betreffende de registratie en de erkenning van de arbeidsbemiddelingsbureaus wordt artikel 14 opgeheven.

Afdeling 7. — Wijzigingsbepaling van het besluit van de Waalse Regering van 8 maart 2012 tot uitvoering van artikel 2 van het decreet van 20 november 2008 betreffende de sociale economie met het oog op de ontwikkeling van sociale economiebedrijven in de immobiliënsector

Art. 32. Artikel 8 van op het besluit van de Waalse Regering van 8 maart 2012 tot uitvoering van artikel 2 van het decreet van 20 november 2008 betreffende de sociale economie met het oog op de ontwikkeling van sociale economiebedrijven in de immobiliënsector wordt vervangen door hetgeen volgt:

“Art. 8. De beëdigde statutaire en contractuele personeelsleden van het Departement Inspectie van het Operationeel Directoraat-generaal Economie, Tewerkstelling en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst, aangewezen door de Regering, gaan de toepassing van dit besluit na, en oefenen het toezicht op de inachtneming ervan uit.

De inspecteurs oefenen die controle uit overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen.”.

Afdeling 8. — Wijzigingsbepaling van het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014 tot erkenning en subsidiëring van de verenigingen zonder winstoogmerk en de vennootschappen met een sociaal oogmerk die actief zijn in de sector van het hergebruik en de voorbereiding op hergebruik

Art. 33. In artikel 11, lid 5, van het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014 tot erkenning en subsidiëring van de verenigingen zonder winstoogmerk en de vennootschappen met een sociaal oogmerk die actief zijn in de sector van het hergebruik en de voorbereiding op hergebruik worden de woorden “volgens de modaliteiten bepaald bij het decreet van 5 februari 1998 houdende toezicht en controle op de naleving van de wetgeving betreffende het tewerkstellingsbeleid” vervangen door de woorden: “overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen.”.

Afdeling 9. — Wijzigingsbepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportefolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille

Art. 34. Artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportefolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille, wordt aangevuld met een punt 8° als volgt :

“8° de personeelsleden aangewezen door de Regering: de beëdigde statutaire en contractuele personeelsleden van het Departement Inspectie van het Operationeel Directoraat-generaal Economie, Tewerkstelling en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst.”.

Art. 35. In hetzelfde besluit wordt een artikel 23/1 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art 23/1. De personeelsleden aangewezen door de Regering gaan de toepassing van dit besluit na en oefenen het toezicht uit op de inachtneming ervan.

De inspecteurs oefenen die controle uit overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen.”.

Art. 36. In artikel 23 van hetzelfde besluit wordt lid 1 aangevuld als volgt :

“overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen.”.

Afdeling 10. — Wijzigingsbepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2017 tot uitvoering van het decreet van 2 februari 2017 betreffende de steun voor tewerkstelling ten behoeve van de doelgroepen

Art. 37. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2017 tot uitvoering van het decreet van 2 februari 2017 betreffende de steun voor tewerkstelling ten behoeve van de doelgroepen wordt een punt 3° ingevoegd, luidend als volgt:

“3° het Departement Inspectie: het Departement Inspectie van het Operationele Directoraat-generaal Economie, Tewerkstelling en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst.”.

Art. 38. In artikel 14 van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen ingevoerd:

1° in paragraaf 1, lid 1, worden de woorden “ de Sociale Inspectie van het Departement Inspectie van het Operationeel Directoraat-generaal Economie, Werk en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst” vervangen door de woorden “het Departement Inspectie” en het woord “ze” door het woord “het”;

2° in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden “de Sociale inspectie” vervangen door de woorden “de Inspectie”;

3° in paragraaf 1, vierde lid, worden de woorden “de Sociale inspectie” vervangen door de woorden “de Inspectie”;

4° in paragraaf 2 worden de woorden “de Sociale inspectie” vervangen door de woorden “de Inspectie” en het woord “ze” door het woord “het”.

HOOFDSTUK VI. — *Opheffingsbepalingen*

Art. 39. Opgeheven worden:

1° het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2001 tot aanwijzing van de sociale inspecteurs die toezicht en controle uitoefenen op de naleving van de wetgeving op het tewerkstellingsbeleid, de beroepsreconversie en -recyclage;

2° het besluit van de Waalse Regering van 12 december 2008 tot aanwijzing van de sociale inspecteurs die toezicht en controle zullen uitoefenen op de naleving van de wetgeving betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 november 2011.

HOOFDSTUK VII. — *Slotbepalingen*

Art. 40. Het decreet van 28 februari 2019 en dit besluit treden in werking de tiende dag volgend op de dag van bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 41. De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Tewerkstelling en Vorming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 4 april 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek,
Innovatie, Digitale Technologieën, Tewerkstelling en Vorming,
P.-Y. JEHOLET

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2019/30530]

4 AVRIL 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la reconversion et au recyclage professionnels ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 20 ;

Vu le décret du 10 avril 2003 relatif aux incitants financiers à la formation des travailleurs occupés par les entreprises, l'article 26, alinéa 2, modifié en dernier lieu par le décret du 28 février 2019 ;

Vu le décret du 3 février 2005 sur le plan mobilisateur des technologies de l'information et de la communication, l'article 11, § 3, modifié par le décret du 28 février 2019 ;

Vu le décret du 10 juillet 2013 relatif aux centres d'insertion socioprofessionnelle, l'article 18, § 3, modifié par le décret du 28 février 2019 ;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.393 et D.404 ;

Vu le décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la reconversion et au recyclage professionnels ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations, les articles 1^{er}, 2, 6, alinéa 1^{er}, 32, 34, 35, 38, 49, 56, 61, 63 et 88 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 février 2002 relatif à l'octroi de certains avantages aux stagiaires qui reçoivent une formation professionnelle ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} avril 2004 portant exécution du décret du 10 avril 2003 relatif aux incitants financiers à la formation des travailleurs occupés par les entreprises ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2005 portant exécution du décret du 3 février 2005 sur le plan mobilisateur des technologies de l'information et de la communication ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 janvier 2016 portant exécution du chapitre II du Titre IV du Code wallon de l'Agriculture relatif à la formation professionnelle dans l'agriculture ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juin 2016 relatif à la formation en apiculture ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2016 portant exécution du décret du 10 juillet 2013 relatif aux centres d'insertion socioprofessionnelle ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 12 octobre 2018 ;